

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Initiative de l'USS :

40 HEURES AVEC MAINTIEN DU SALAIRE

L'Union syndicale suisse (USS) s'est décidée : elle lance son initiative pour les 40 heures en deux ans avec maintien intégral du salaire.

C'est le moment ! A force d'avoir entraîné, en faisant confiance à la "bonne volonté" patronale pour réduire l'horaire de travail, l'USS n'a même pas obtenu une baisse sensible des horaires dans les conventions collectives. Formidable avantage pour le patronat suisse ! "Le travailleur suisse accomplit une semaine moyenne de 43,8 heures. Elle est de 34,9 heures aux Etats-Unis et de 41,8 heures au Japon. Dans l'année, le salarié suisse travaille 500 heures (11 semaines) de plus que le salarié suédois et 300 heures (7 semaines) de plus que le salarié allemand" (L'Hebdo, 15 septembre 1983).

La semaine de 40 heures n'est donc rien d'autre qu'une dette que le patronat suisse doit aux salariés ! En 1976, lors de la votation sur l'initiative 40 heures lancée par les POCH et le PSO, les patrons avaient promis aux syndicats de réduire l'horaire dans les conventions collectives. En échange, il obtenait de l'USS qu'elle refuse l'initiative. Le marchandage a réussi et les travailleurs suisses attendent toujours les 40 heures... Aujourd'hui, à peine connu le lancement de l'initiative syndicale, Heinz Allenspach, directeur de l'Union centrale des Associations patronales, la rejette avec exactement les mêmes arguments qu'il y a sept ans : "Cette initiative est économiquement et socialement inacceptable" !

En voilà un qui ne manque pas de culot ! Tout le patronat va s'y mettre, sur le même ton. Car il ne veut pas céder un pouce de son avantage de pouvoir faire travailler plus longtemps "ses" salariés.

Il faut donc lui opposer, dès maintenant, une mobilisation sérieuse, large et décidée de toutes les travailleuses et tous les travailleurs. Sans engagement actif, sans campagne massive, le succès de cette initiative, la réalisation des 40 heures ne sont pas assurés. L'USS est forte de ses 400 000 membres. Elle peut, si elle le veut, déposer cette initiative en un temps record – comme l'ont fait les opposants à la place d'armes de Rothenthurm. A condition d'organiser ses forces ! Car tout porte à la mobilisation : le temps de travail le plus long des pays industrialisés, la poursuite du chômage et des licenciements, l'aggravation sensible de la fatigue au travail et des cadences, le soutien assuré enfin que cette initiative rencontrera dans tout le mouvement ouvrier, partis et syndicats. De plus, l'initiative inscrit la garantie du salaire et la possibilité de descendre en-dessous des 40 heures.

Il faut donc tout faire pour que cette initiative aboutisse vite et massivement. C'est le plus sûr moyen de contrer la résistance patronale. Et, aussi, de donner confiance aux travailleurs. De montrer que, cette fois, l'USS s'engage dans la bataille, refuse la politique d'austérité et le chômage, défend un besoin ressenti par tous les salariés.

La Brèche

Menace de guerre :

«LE MONDE
ENTIER

EST

L'AFFAIRE

DE

L'OTAN.»

Liban :

VERS

LA PARTITION ?

Elections nationales :

LE PSO EN CAMPAGNE

Abonné(e)s, lecteurs et lectrices, notez ces dates; elles sont autant de rendez-vous avec les candidat(e)s et les membres de notre parti, elles sont autant d'occasions de venir discuter de nos propositions politiques :

Genève :

* **Mercredi 12 octobre, 20h.**, à la *Salle communale d'Onex* : présentation du film de Peter Watkins "La Bombe", suivie d'un débat avec *Hansjürgen Schulz*, militant pacifiste allemand, auteur de plusieurs ouvrages sur le militarisme.

* **Samedi 15 octobre, de 10h. à 16h.**, à la *Place du Molard* : grand stand (au moins 6 mètres !) du PSO, avec différentes animations. On y signera l'initiative sur les Transports publics genevois et la pétition pour le droit d'asile.

* **Jeudi 20 octobre, 20h.30**, à la *Salle de Plainpalais* : "Ecologie et socialisme", avec A. Saurer, candidat du PSO et médecin; "Le cas de l'amiante", avec Robert Lochhead, scientifique et candidat du PSO.

Canton de Vaud :

* **Vendredi 14 octobre, 20h.15**, à la *Salle des Vignerons*, à Lausanne : présentation du film de Peter Watkins "La Bombe", suivie d'une discussion.

* **Mardi 18 octobre, 20h.15**, au *Restaurant de l'Epi d'or* (Maison du peuple) à Renens : présentation du film "La Bombe" de Peter Watkins, suivie d'une discussion.

* **Mardi 18 octobre, 20h.15**, à la *Grande salle du Restaurant de la Croix Verte* (place St-Martin) à Nyon : présentation du film de Jacqueline Veuve "Lettres de Stalingrad", suivie d'une discussion.

GENÈVE :

"Quelle politique pour les immigrés ?"

A l'occasion des élections nationales, le Centre de contact Suisses-Immigrés organise une table ronde avec les partis genevois (Parti radical, libéral, démocrate-chrétien, Action nationale, PEG, PS, PdT, PSO) le **vendredi 7 octobre, à 20h.30**, à la *Petite salle du Faubourg*.

Margarita Batou-Sanchez, candidate du PSO à Genève, y représentera notre parti.

Enseignants vaudois :

LA COUPE EST PLEINE !

Deux cents enseignants vaudois, venus de tout le canton, ont manifesté mercredi 14 septembre, à l'appel du Syndicat suisse des services publics (SSP-VPOD) à l'entrée du Grand Conseil.

Ils protestaient contre l'allongement du temps de travail de certains d'entre eux (heures de recyclage obligatoires, non payées et en dehors des heures de classe) et, plus généralement, contre l'attaque bourgeoise contre l'école.

Cette offensive est allée crescendo ces quatre-cinq dernières années. La droite bourgeoise veut faire des économies sur le dos de l'école, accroître la sélection et

reprendre en main "son" école. La réforme scolaire est restée inachevée, le programme des élèves du secondaire a été alourdi, l'effectif des classes croît lentement mais sûrement, la nouvelle loi scolaire proposée réduit à néant les pouvoirs des conférences des maîtres. Prévoyant 25 o/o d'élèves en moins en 1987, la droite est bien décidée à réduire d'autant les coûts de l'école. De plus en plus d'enseignants seront mis au chômage...

Premier geste de colère des enseignants vaudois, la manifestation du 14 septembre est aussi le coup d'envoi de la longue lutte qui s'annonce.

Fête de la brèche YVERDON 1^{er} octobre 1983 CASINO

10h. - 12h. samedi matin stand au marché et chansons de rue avec Macadam et Mélodrame apéritif

dès 16h. fête au Casino

et pendant toute la fête : tombola, noce à Thomas, marché aux puces, boissons, buffet, littérature, coin pour les enfants

20h.15 1^{ère} partie : Zaneth

Michel Bühler et ses musiciens

23h.15 - 01h. rock avec ASB

les billets pour Zaneth - Michel Bühler et ASB sont en vente à l'Office du tourisme, Hôtel de Ville d'Yverdon, tél. : 024 / 21 01 21

16h.30 "Charlot à la guerre" avec accompagnement au piano

17h.45 "Lettres de Stalingrad" de Jacqueline Veuve adultes : Fr. 3.- pour les deux films enfants : gratuit

pour toute la soirée : adultes : Fr. 15.- jeunes, AVS : Fr. 10.- seulement pour ASB : Fr. 6.-

organisation : Parti socialiste ouvrier

SOMMAIRE

EDITORIAL

Initiative de l'USS : 40 heures avec maintien du salaire 1

POLITIQUE

DMF : Département milliardaire fédéral Crédits d'armements : 3

une lutte au couteau pour les profits 3

6e Congrès national du PSO : un parti renforcé face à la crise 8

SOCIAL

Entreprise occupée à Eclépens (VD) : "Montrer aux patrons que les ouvriers ne sont pas des enfants, ni des imbéciles" 4

Neuchâtel, initiative pour une crèche communale : un débat éducatif au Conseil général 4

Emploi : formation et emploi pour les apprentis Tornos-Bechler : la résignation ? 5

Fabrique de wagons Schindler à Schlieren : le démontage se poursuit 5

DOSSIER

Menace de guerre : "Le monde entier est l'affaire de l'OTAN" 6-7

INTERNATIONAL

Montée du racisme : nouvel avertissement 9

NICARAGUA : la révolution résiste à l'agression 9

ISRAEL dans les territoires occupés : annexions, ghettos et terrorisme 10

GRANDE-BRETAGNE : chasse aux sorcières 10

PÉROU : Hugo Blanco député suspendu ! 10

A LIRE

L'industrie pharmaceutique suisse dans le Tiers Monde : gaspillage et profits 11

L'ÉVÈNEMENT

LIBAN : vers la partition ? 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent : **prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

LA CHAUX-DE-FONDS samedi 24 septembre Maison du peuple 2e JOURNÉE DE SOLIDARITÉ TIERS MONDE

16h. :

Débat : le Tiers Monde et nous

Avec la participation de :

Jean-Pierre Beauvais, rédacteur à *Rouge*, France; Giovanni Chicherio, secrétaire de la

Ligue suisse des droits de l'homme; Ruth Dreifuss, secrétaire de l'Union syndicale

suisse; Mario Ibarra, Asesor Internacional del Consejo de los tratados indios.

Débat animé par Mario Carrera, permanent à la Déclaration de Berne.

18h. :

Repas (Fr. 5.-, pâtes à l'italienne et diverses spécialités)

20h.30 :

Soirée avec des groupes folkloriques de Turquie, du Vietnam, et le fameux groupe chilien *Mayilku*.

Org. : *Comité d'action Tiers Monde* : Centrale sanitaire suisse, Comité de solidarité avec le peuple chilien, Comité de soutien au peuple sahraoui, Comité Nicaragua-Salvador, Groupe réfugiés du Comité Suisses-Immigrés, Magasins du monde, Union des femmes pour la paix et le progrès.

Moins d'Etat, plus de sous !

Dans le canton de Vaud, les libéraux se sont faits les spécialistes du "Moins d'Etat". Ce qui ne signifie pas qu'ils renoncent à leurs sièges parlementaires, bien au contraire ! Pour arriver à convaincre l'électorat des nécessités d'une gestion économe, ils n'ont pas lésiné : non seulement ils ont présenté leurs candidats comme des phénomènes de cirque - sinon pourquoi avoir loué un chapiteau ? - mais en plus ils les ont fait arriver qui en hélicoptère, qui en ambulance, qui à cheval, etc. C'était d'un drôle, ma chère...

Pourquoi on vous raconte ça ? Pour que vous vous rendiez compte du fric dont disposent nos adversaires dans cette campagne électorale. Et que du coup vous sachiez que faire du bulletin vert qui accompagne ce numéro de *La Brèche* : oui, c'est pour la souscription ! Nous avons besoin de votre versement, quel que soit son montant; et nous pouvons vous assurer que ce n'est pas pour promener nos candidats en hélicoptère. Ni en ambulance, du reste !

SOUSCRIVEZ pour que la voix du PSO puisse se faire entendre.

Versements : SAP / PSO, CCP 80 - 44 457, Zurich (mention : "Souscription").

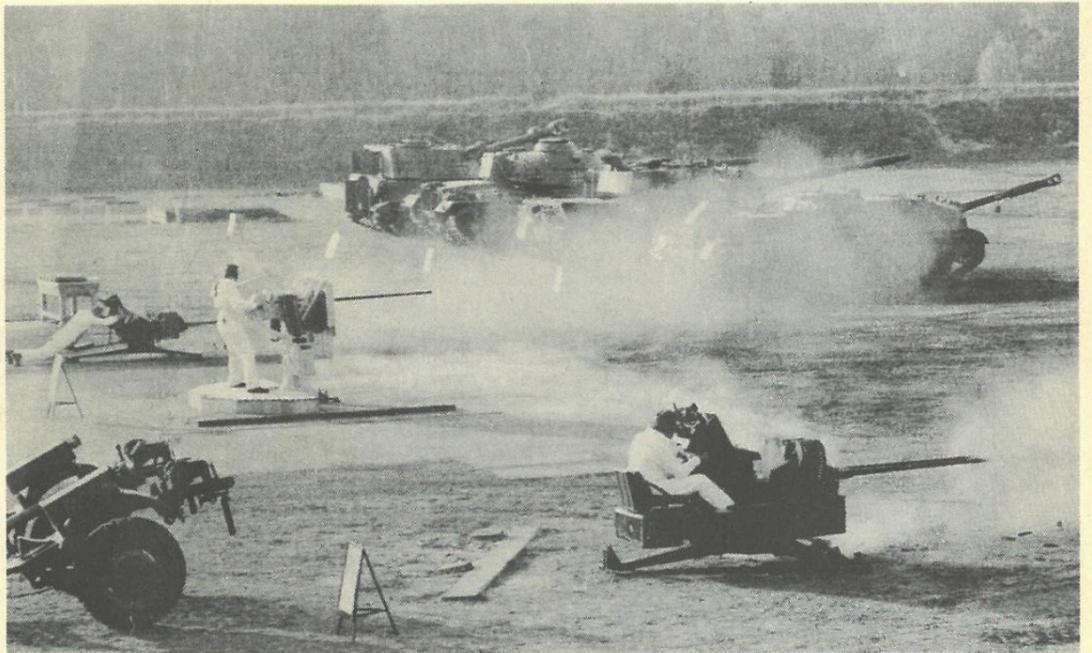


Crédits d'armements :

A fin de trouver d'autres justifications que la "Défense nationale", les partis bourgeois répètent à l'envi que les crédits d'armement "créent des emplois". Ils ajoutent que les dépenses d'armement en Suisse sont largement inférieures à celles d'autres pays de l'OTAN.

Le programme record d'armements voté par le parlement en 1983 coûte 2 074 millions de francs. Ce montant se décompose en 1 392 millions pour le programme d'armements 1983, 456 millions pour les constructions militaires et l'acquisition de terrains, dont 108 millions pour la place d'armes de Rothenthurm. 275 millions de matériel de guerre ont été intégrés aux mesures "d'encouragement de l'emploi". Bührle-Contraves décroche ici la part du lion pour une seconde série d'appareils de téléguidage Skyguard dont la première avait déjà été financée par un programme de "défense de l'emploi". Cela n'a pas empêché les licenciements à Hispano-Suiza à Genève, filiale de Bührle...

Les crédits d'armement ne représentent qu'une partie des dépenses militaires qui totalisent au moins 7 milliards de francs par année. Confédération et cantons dépendent actuellement près de 4 milliards pour l'armée, sans compter la protection civile. Mais il faut y ajouter encore près de 3 milliards de charges qui n'apparaissent pas dans le



L'armement, une industrie prospère. Ici le "banc d'essai" de la firme allemande Rheinmetall.

DMF: Département milliardaire fédéral

budget militaire. Le plus gros morceau (environ 2,5 milliards) est formé par les pertes de production pour les quelque 12,5 millions de jours de service militaire par an, qui coûtent en postes de travail, compensation obligatoire ou volontaire pour perte de gains et autres charges. Puis viennent les prestations des PTT et des CFF ainsi que d'autres dépenses (Basler-Magazin du 8 décembre 1979).

Le coût de la protection civile n'est pas compris dans ce calcul. Pas plus que les stocks obligatoires ou volontaires de l'économie pour "réserves de guerre ou crise des importations". Les coûts de ces derniers sont reportés sur le consommateur et représentent encore chaque année 500 millions de francs.

Quand le lobby militaire justifie ses prétentions en disant que la Suisse dépense moins de 2 o/o du Produit national pour la "défense nationale" c'est donc un pur mensonge. Les dépenses réelles sont, en fait, deux fois plus élevées !

Même sans guerre, l'armement a des conséquences négatives sur le long terme. Il absorbe d'énormes ressources en matériel, en cadres hautement qualifiés et en forces de travail. Ses progrès technologiques restent soit secrets, soit difficiles à transférer dans la production civile, vu leur spécialisation. Les dépenses d'armement créent moins d'emplois que les mêmes dépenses pour des objectifs civils. Aux Etats-Unis, Les Aspin, député au Congrès, a estimé pour 1972 qu'un milliard de dollars de dépenses publiques d'armement crée 35 000 emplois contre 75 000 dans la construction, 77 000 dans les services de santé et 100 000 dans l'éducation. Le syndicat américain IAM (équivalent de la FTMH suisse) évalue pour sa part que, même dans l'industrie des machines, les commandes publiques pour la production civile créent plus d'emplois que la production d'armement.

Selon les données officielles, sur les 1 392 millions du programme d'armement 1983, 1 000 millions exactement vont à des commandes en Suisse. Elles devraient offrir en moyenne 2 000 places de travail pendant 5 ans. Si ces 1 000 millions étaient investis pour engager du personnel aux CFF, aux PTT et à la Confédération en diminuant le temps de travail, cela créerait plus de 4 000 emplois pendant 5 ans ! 1 000 millions ne représentent que la moitié des dépenses d'armement pour 1983. Celles-ci permettraient de financer les 42 heures pendant 4 ans ou les 40 heures pendant 2 ans pour tout le personnel fédéral.

Une lutte au couteau pour les profits

Le fait que le matériel de guerre soit une source de gros profits dans le système capitaliste est une vérité élémentaire. Les trusts de l'armement des pays capitalistes forment, avec leurs innombrables sous-traitants, un secteur économique très puissant étroitement lié aux sommets de l'Etat et de la hiérarchie militaire. L'ancien général américain devenu président des Etats-Unis durant les années cinquante, Dwight Eisenhower, avait lui-même dénoncé ce "complexe militaro-industriel" qui dicte la politique selon ses intérêts. Cela vaut également pour la Suisse.

"Les liens entre l'économie et la politique sont multiples et étroits, avant tout dans le commandement, la formation des cadres et la fabrication d'armement", déclarait Robert A. Jeker (ASMZ, 1981 7/8). Monsieur Jeker est lieutenant-colonel à l'Etat-major général et directeur général du Crédit Suisse : un véritable connaisseur !

Si les profits ne sont pas le seul facteur déterminant l'effort d'armement des capitalistes, il ne fait pas de doute qu'ils jouent un grand rôle. C'est pourquoi, en temps de crise, il y a toujours "suffisamment" d'argent pour l'armement, alors que les dépenses sociales sont elles diminuées.

Les meilleures armes ? Celles qui rapportent le plus !

Sous le couvert d'acquiescer "les meilleures armes pour notre défense", des groupes d'intérêts bourgeois se livrent une bataille sans merci pour les commandes, les pots-de-vin et les grosses commissions, dont profitent également certains officiers de haut rang.

Dernier exemple : l'acquisition du nouveau char d'assaut (cf. La Brèche no 301 du 2 juillet 1983). Une "bande des quatre", formée d'officiers haut placés, s'est tout d'abord battue en faveur d'un char qui serait développé entièrement par Bührle-Contraves. Deux de ces officiers étaient directement liés à l'agence de publicité Farner, qui reçoit de nombreuses commandes de Bührle. Il s'agissait du major Dominique Brunner, vice-directeur de l'agence Farner et secrétaire de l'association "Pour le développement de la volonté et de la capacité de défense" (Verein zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrbereitschaft), ainsi que du brigadier

Wanner également membre de cette association "patriotique" et disposant d'un bureau dans les locaux de l'agence Farner. Le projet de construire un char Bührle fut toutefois abandonné au profit de l'achat du char allemand Léopard. A cette occasion, on a assisté de nouveau à une nouvelle offensive, réussie, du trust Bührle pour l'attribution d'une série de travaux de montage, renchérissant le prix du char.

Des antécédents

Durant les années cinquante, il y eut une petite "guerre froide" pour la commande d'avions de combat. L'atelier fédéral d'aviation d'Emmen, puis la firme d'aviation privée d'Altenrhein sont restés sur le tapis, la commande passant entièrement à l'étranger. Des lieutenants-colonels d'aviation avaient servi de représentants d'entreprises étrangères moyennant un demi-million de francs par an ! En 1958 un conseiller national du parti de la Migros, l'Alliance des Indépendants, écrivait :

"Nous savons qu'au moins sept officiers supérieurs et lieutenants-colonels des troupes d'aviation représentent officiellement et officieusement des firmes d'aviation étrangères en Suisse. C'est ainsi que le Draken (avion suédois), les moteurs Sapphire et Avon, Rolls Royce, Grumman Tiger et d'autres disposent d'hommes d'affaires aux poches largement ouvertes parmi nos concitoyens et nos dirigeants militaires. Quelques-uns parmi eux ont reçu l'année dernière des sommes d'un demi-million et plus" (Erwin Jaekle in Die schweizerische Flugwaffe im kalten Krieg der Interessen, 1958).

On a ensuite eu droit au "scandale des Mirages" où la commission

d'enquête, dirigée par un homme propre, chrétien et démocrate, Kurt Furgler, n'a jamais essayé d'établir s'il y avait eu corruption ou non.

Sitôt enterré le scandale des Mirages, éclata le scandale des chars. La bourgeoisie avait, durant les premières années de la Confédération, mis en place elle-même des ateliers d'armement d'Etat, logique en cela avec l'idée que l'Etat disposait du "monopole de la poudre". Les entreprises d'armement fédérales jouèrent un rôle central durant des années pour l'équipement de l'armée suisse. Après la Deuxième Guerre mondiale, les trusts d'armement menèrent une offensive en règle pour que leur soient attribuées les commandes d'armement aux profits si juteux. Les Ateliers de Thoune avaient construit le char 61. Le char 68, grâce à l'incompétence du Département militaire fédéral, fut une débâcle. Cela permit aux trusts privés de plaider la cause du redimensionnement des ateliers de la Confédération qui doivent devenir des "ateliers d'entretien". Un certain professeur Rühle, de l'Université de Zurich, siégeant — quel hasard ! — au Conseil d'administration de Bührle fut chargé de l'expertise qui aboutit — logiquement — à la nécessité de "redimensionner" les ateliers de la Confédération.

Même un colonel-divisionnaire n'a pas pu supporter en silence ces marchandages ornés de patriotisme : "J'ai beaucoup plus d'estime pour un jeune Suisse qui, pour de sérieux motifs de conscience, a problème à porter les armes, que pour ceux qui se proclament partisans de la défense nationale uniquement à cause de leur porte-monnaie. Telle est aujourd'hui ma position de fond" (Div. Robert Häner, Basler-Zeitung, 23 juin 1979).

Vous voulez en savoir plus ?
Connaître d'autres raisons de l'opposition du PSO aux crédits militaires ?

Alors demandez, à l'adresse de nos sections, notre brochure gratuite "L'AVS et des emplois, pas des chars !" d'où provient l'essentiel de ces deux articles.

Entreprise occupée à Eclépens (VD) :

«Montrer aux patrons que les ouvriers ne sont pas des enfants, ni des imbéciles»

Une branche, celle du textile, en crise; un patron qui joue avec son entreprise et "ses" travailleurs comme d'autres jouent au Monopoly; un petit village industrialisé où la lutte fait peur, parce qu'elle dérange : voilà le contexte difficile dans lequel se battent depuis plus de quinze jours les travailleurs et les travailleuses de Textiles Berger SA (cf. *La Brèche* no 303 du 10 septembre 1983).

Nous avons rencontré des membres de la commission ouvrière en compagnie du secrétaire syndical de la Fédération suisse des travailleurs du vêtement, du cuir et de l'équipement (FVCE) et leur avons demandé de relater leur lutte.



La Brèche : Comment le conflit a-t-il commencé ?

— Il faut savoir que Textiles Berger SA, après plusieurs propriétaires successifs, appartient aujourd'hui à Monsieur Porr, qui dirige un holding d'une dizaine d'entreprises, la seule entreprise textile étant Berger SA. Le syndicat a été averti des difficultés de l'entreprise lorsqu'au mois de juin les travailleurs et les travailleuses de Berger ont choisi la caisse de chômage du syndicat, puisqu'ils étaient mis au chômage partiel. Tous les dix jours environ, la direction augmentait le taux de chômage partiel : on est parti à 20 o/o pour arriver à 100 o/o.

Le 30 août, jour de paie, la commission ouvrière a fait savoir

au syndicat que les salaires n'étaient pas versés. L'actionnaire unique, M. Porr, s'étant défilé une première fois, l'occupation a commencé le jeudi 1er septembre. Après un deuxième "lapin" du patron, nous avons averti la presse. Une première réunion à l'Office de conciliation — saisi d'office — n'a rien donné non plus, pas plus que la venue du patron, les mains vides, le samedi 3 septembre à l'usine. La situation était complètement bloquée.

*** Qu'avez-vous fait alors ?**

— Les ouvriers et les ouvrières de l'entreprise se sont réunis avec le secrétaire syndical. Nous avons d'abord obtenu la vente des tissus en magasin, ce qui a permis de verser 300 francs à chacun. Ce qui était bienvenu, vu les charges fami-

liales de nombre de salarié(e)s de l'entreprise. Ensuite, vu cette situation complètement bloquée, où il n'y avait ni garantie ni délai pour le versement des salaires, ni travail, ni stock de fils pour faire tourner l'outil de travail, nous avons déposé une demande de mise en faillite sans poursuite préalable. C'est paradoxal pour des ouvriers de faire cela, mais il nous semblait que c'était le seul moyen d'obtenir nos salaires de l'insaisissable M. Porr. En trois jours nous avons ainsi obtenu les salaires du mois d'août. C'était pour nous un premier succès.

*** Quelle a été alors la réaction du patron ?**

— Le jour suivant, il nous a dit "vous avez eu vos salaires, mainte-

nant videz les lieux !", en nous menaçant de tous nous licencier et en rendant le secrétaire syndical responsable des suites de l'occupation. Nous avons quand même maintenu nos deux revendications : sécurité de l'emploi et garantie des salaires. Une nouvelle séance de l'Office de conciliation nous a permis d'obtenir l'interdiction des licenciements. Mais il est clair que le patron joue l'usure et espère que nous nous découragerons. Nous sommes cependant prêts à aller jusqu'au bout. Pour montrer aux patrons, au nôtre et aux autres, que les ouvriers ne sont pas des enfants, ni des imbéciles; et pour montrer aux ouvriers que c'est par l'unité et la solidarité que l'on peut obtenir quelque chose.

Neuchâtel, initiative pour une crèche communale :

Un débat édifiant au Conseil général

Belle unanimité lundi 12 septembre au Conseil général : des "écologistes" aux socialistes en passant par les libéraux et les radicaux, tous se sont prononcés, à l'instar du Conseil communal, contre la création d'une crèche communale en ville de Neuchâtel. Il aura fallu moins d'un quart d'heure à "nos" élus pour balayer les 4 369 signatures récoltées en moins de trois mois par l'Association des parents pour une crèche communale, soutenue par le Parti socialiste ouvrier (PSO), le Parti ouvrier et populaire (POP), le Mouvement populaire des familles (MPF), l'Association suisse pour le droit à l'avortement et à la contraception (ASDAC), l'Union syndicale neuchâteloise (USN) et le Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD).

Que plus de 15 o/o des électeurs aient signé le texte d'initiative n'aura pas empêché le MPE (Mouvement pour la protection de l'environnement) de se montrer injurieux envers les mères et les parents favorables aux crèches, ni le Parti socialiste (PS) de s'écrier, comme tous les autres, que le besoin n'est pas prouvé et d'ajouter "qu'il ne suffit pas de prononcer le mot 'social' pour que le groupe socialiste adhère automatiquement à toute proposition comprenant ce terme" (sic).

Le MPE n'a pas hésité à qualifier

les mères de dénaturées et à estimer qu'une crèche communale ne servirait qu'à ces femmes qui veulent faire des enfants seules et qui souvent ne prennent même plus la peine de chercher qui est le père de leur "progéniture" ou à ces couples qui veulent faire garder leurs enfants par la collectivité pour gagner davantage.

Si l'on n'attendait rien des radicaux qui se sont contentés de redire leur attachement à la famille, jugeant qu'il ne fallait en aucun cas "favoriser chez les parents ou futurs

parents des comportements de simples consommateurs", les parents présents à cette séance du Conseil général ont été édifés par les positions du PS. Pas un seul socialiste ne s'est démarqué du porte-parole du groupe qui, sur la place des femmes dans la société et l'éducation des enfants, s'est montré en retrait d'une des intervenantes du Parti libéral ! Celle-ci a été la seule à dire que "l'activité professionnelle devient essentielle pour bon nombre de femmes" et que les crèches sont un lieu où les enfants peuvent apprendre à vivre et à jouer ensemble. Non pas, bien sûr, que les libéraux se soient prononcés en faveur d'une crèche communale : si le besoin existe, c'est disent-ils aux entreprises privées de prendre en charge ce problème (solution très réaliste en période de crise...). Pour eux la famille reste aussi la cellule de base et "l'éducation doit rester du domaine des parents et non de la communauté".

Est-ce que pour le PS neuchâte-

lois le droit au travail signifie uniquement le droit au travail pour les hommes et éventuellement pour les femmes sans enfants ? Et sur quoi se base-t-il lorsqu'il présente la famille comme seul lieu de l'épanouissement des enfants quand on sait à quel point cette famille est aujourd'hui en crise ?

La campagne de votation se devra d'être active et déterminée si l'on ne veut pas qu'à Neuchâtel seuls les chantres de la famille-femme-au-foyer-mère-et-épouse aient la parole et si l'on veut "percer" avec l'idée qu'une crèche ce n'est pas un pis-aller pour les cas nécessaires, mais qu'à condition d'être de qualité, elle peut être un lieu d'accueil, d'éveil et d'échanges affectifs favorable au développement des enfants.

Le PSO, qui avait récolté à lui seul 1 200 signatures pour cette initiative, s'engage d'ores et déjà à la soutenir activement dans cette campagne unitaire qui s'annonce difficile.

correspondante



Une image de l'horreur, selon le Conseil général : une crèche.

Emploi :

FORMATION ET EMPLOI POUR LES APPRENTIS

La crise et l'austérité n'épargnent aucune catégorie du monde du travail. Par la volonté du patronat et des partis bourgeois, elles frappent même en priorité les couches les plus faibles : les immigrés, les femmes et les jeunes. Pour ces derniers, la situation s'est nettement dégradée dans une région comme celle de Bienne.

D'une part en ce qui concerne simplement la possibilité de suivre une formation : un sondage de l'Office cantonal de l'orientation dans les écoles romandes montre que plus d'un tiers des élèves se trouvent dans une voie de garage. Il s'agit de jeunes qui effectueront une dixième année scolaire ou un séjour linguistique, qui travailleront directement sans apprentissage, ou cherchent encore une place d'apprentissage, ou encore se déclarent "indécis"; la proportion est de 45,3 o/o chez les filles.

D'autre part, pour ceux qui sont en apprentissage, l'avenir professionnel n'est nullement garanti. Le gonflement des apprentissages dans les professions à faible degré de qualification et où l'apprenti devient très vite une main-d'œuvre rentable en témoigne. Ainsi, à Bienne, de 1974 à 1980, le nombre des apprentis dans l'alimentation a augmenté de 50,6 o/o et de 117,5 o/o dans l'hôtellerie. Au niveau cantonal, les métiers qui ont connu une forte croissance entre 1970 et 1978 sont ceux de serveur et serveuse, cuisinier (+ 156 o/o), de pâtissier (+ 82 o/o) et de jardinier (+ 81 o/o). Par contre les imprimeurs (- 88,8 o/o), les compositeurs-typographes (- 55,4 o/o), les mécaniciens de précision (- 23,9 o/o) et les mécaniciens (- 13,1 o/o) sont en forte baisse.

Dans cette situation, les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) de Bienne et Berne et les Jeunesses du Parti socialiste autonome ont lancé une pétition, revendiquant : a) la création d'ateliers publics d'apprentissage, afin de s'opposer au manque de places d'apprentissage, surtout dans les professions qualifiées; b) la garantie de l'emploi au moins une année après la fin de l'apprentissage, pour lutter contre le chômage des jeunes ou leur déqualification rapide; c) l'introduction immédiate des 40 heures, pour répartir le travail entre tous; d) le rétablissement des fonds destinés aux bourses, les restrictions destinées par la Confédération touchant les couches les plus défavorisées de la population, ainsi que celles habitant les régions périphériques. Etudiants et apprentis sont également concernés par ces mesures.

Les feuilles de pétition peuvent être obtenues à l'adresse des JSR, 11, rue de la Plaenke, 2502 Bienne.

Tornos-Bechler :

LA RÉSIGNATION ?

Tornos-Bechler, la plus grande entreprise du Jura bernois, vient de supprimer 464 emplois dont 262 pour ses entreprises à Moutier. Le coût sera très lourd pour les travailleurs de la région : à court terme, le chômage va augmenter à 7 o/o de la population active à Moutier; à moyen terme, un des seuls centres d'apprentissage de qualité de la région va être démantelé. Chômage, déqualification professionnelle et perte presque certaine d'avantages sociaux pour ceux qui retrouveront du travail dans de plus petites entreprises... voilà la réalité de la crise. Mais avec Tornos, c'est aussi une des seules entreprises qui contrebalancent la mono-industrie horlogère dans la région qui chavire. Cette situation, liée à la difficulté de retrouver du travail dans la région, montre la nécessité pour les partis ouvriers d'avancer des réponses d'ensemble. La campagne du Parti socialiste ouvrier (PSO) pour la nationalisation des trusts horlogers montre de quelle manière il faut s'en prendre à ceux qui décident de l'avenir d'une région entière.

Les organisations ouvrières pleurnichent sur les licenciements

Tornos-Bechler est une entreprise familiale. Rien ne filtre de sa direction, ses comptes ne sont pas publiés. Ses directeurs ont commis des erreurs de gestion monumentales, ratant tous les tournants technologiques. Cette direction a introduit depuis plus d'une année le chômage partiel — parfois à plus de 50 o/o — pour créer un climat de tension et de démoralisation dans l'entreprise. Aujourd'hui, sous la pression des banques, elle dégraisse son appareil de production sans aucun plan précis de restructuration et amène ainsi l'entreprise à la faillite prochaine.

Comment dès lors peut-on accepter les licenciements simplement parce que la direction les affirme nécessaires ? C'est pourtant ce qu'ont fait la FTMH (Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie), le Parti socialiste autonome (PSA-SJ) et le Parti socialiste du Jura bernois (PSJB).

Dans son communiqué de "protestation", la FTMH "exige que des pourparlers s'engagent immédiatement afin d'examiner les cas individuels et (...) négocier un plan social" (*La Lutte syndicale*, 31 août 1983). A aucun moment la FTMH ne s'est opposée au principe des licenciements; jamais depuis l'annonce de ceux-ci, elle n'a cru utile de réunir le personnel ou même l'ensemble de ses propres membres dans une entreprise syndiquée pourtant à plus de 40 o/o !

Même son de cloche du PSA qui dans son communiqué trouvera les licenciements scandaleux uniquement parce qu'aucun plan social ne les accompagne !

Mais la palme des communiqués offusqués, revient certainement au PSJB qui déclare : "Nous pensons que les responsables feraient preuve de plus d'humanité face à leurs collaborateurs" (*Le Démocrate*, 20 août 1983). Le directeur général Boillat a répliqué à cet appel en affirmant : "Tornos-Bechler est une société anonyme; en droit suisse, elle ne répond que sur ses biens. Les

actionnaires ne sauraient être appelés à faire des sacrifices" (*Journal du Jura*, 14 septembre 1983).

Bref, à aucun moment, les organisations ouvrières n'ont été capables de proposer autre chose que des plans sociaux, qui, dans la situation actuelle de fort chômage dans la région, ne peuvent rien contenir de social, si ce n'est l'obligation de se rendre dans d'autres parties du pays.

Le gouvernement bernois sort son million

La crise, très grave dans l'ensemble de la région, a obligé l'Etat à intervenir. Le gouvernement bernois a pour la première fois débloqué un million de francs prélevé sur le fonds de crise cantonal. Avec cet argent, l'Etat paiera les salariés-licenciés à 85 o/o de leur ancien salaire pour qu'ils effectuent des travaux de nettoyage chez Tornos trois jours par semaine et qu'ils se recyclent les deux jours restants. Bref du personnel à bon marché pour l'entreprise et la pos-

sibilité, pour elle, que ce dispositif — même pas communiqué aux syndicats — remplace un plan social avec indemnités de licenciements.

A cette intervention nous opposons la nécessité de maintenir le volume de l'emploi, d'exiger un moratoire des dettes bancaires, d'exiger que l'argent de l'Etat serve, sans aucun licenciement, à diversifier l'entreprise et à un recyclage en lien avec cette diversification. Tout cela doit se faire avec le contrôle des syndicats, et prioritairement avec les fonds de ceux qui se sont enrichis par leurs dividendes ces dernières années.

Union sacrée derrière le gouvernement

Le gouvernement bernois a bien sûr profité de l'occasion pour marquer des points dans la question jurassienne. C'est ainsi que le million versé ne peut profiter qu'à des personnes domiciliées dans le canton, alors que de nombreux travailleurs de la Tornos habitent le Jura. Et de plus ces mesures ont été an-

noncées deux heures seulement avant le congrès des antiséparatistes de Force démocratique (cette manœuvre a même obligé le gouvernement jurassien à copier son "collègue" bernois et à mettre 500 000 francs dans l'affaire). Gouvernement bernois, radicaux et socialistes se retrouvèrent ainsi au coude à coude au congrès de Force démocratique pour applaudir le conseiller national radical Houmard déclarer : "Que par sa fermeté M. Friedrich nous amène la paix et nous nous occuperons, avec notre gouvernement cantonal, de l'avenir du Jura bernois, y compris de son économie".

Pour ce qui est de la "paix de M. Friedrich" on voit bien ce que cela peut signifier en terme de limitation des droits démocratiques... quant à l'avenir économique du Jura bernois, ce n'est sûrement pas de Houmard et de son parti radical — présidé au niveau national par Yann Richter, président du Conseil d'administration de la Tornos — qu'il faut en attendre grand-chose. F. Pellaud



photo la brèche

Fabrique de wagons Schindler à Schlieren :

Le démontage se poursuit

Après la direction du trust Schindler et la FTMH (Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie), le Conseil d'Etat de Zurich a apposé sa signature sur l'arrêt de mort de la Fabrique de wagons à Schlieren (cf. *La Brèche* no 299 du 4 juin 1983 et no 300 du 18 juin 1983). Le boycott de l'entreprise a été levé en échange d'un report des premiers licenciements et d'une éventuelle poursuite de la construction des wagons pour quelque temps. C'est un nouveau pas en faveur de la direction du trust Schindler.

"Bien des travailleuses et travailleurs de l'entreprise sont inquiets de leur avenir professionnel et social", nous dit un ouvrier de Schindler à Schlieren. Il y a de quoi. La FTMH et les autorités ont maintenant accepté la fermeture de l'entreprise, sans garanties pour l'emploi.

Incertitudes sur la reprise

Le "groupe ouvert de planification", mis en place avec la FTMH, le trust Schindler et les autorités, s'est manifesté cet été en promettant 2 000 emplois à Schlieren. A l'assemblée d'entreprise du 1er septembre, les informations se sont précisées : neuf entreprises de la métallurgie seraient intéressées à reprendre l'entreprise (la "Wagi")

avec quelque 800 à 900 emplois. Mais on ne sait toujours pas si ces acheteurs vont vraiment se décider, s'ils garantiront les places de travail. Le personnel est donc placé devant un avenir totalement incertain. Les licenciements devraient commencer en avril prochain. Si les CFF reprenaient les ateliers de construction des wagons, ceux-ci devraient continuer à travailler jusqu'en été 1985.

Le trust Schindler, lui, utilise cette situation pour commencer le démontage : des installations ont été déjà transportées ailleurs. Certains locaux sont ainsi déjà vides. L'absence de toute défense crédible de la part de la FTMH comme du Parti socialiste (PS, fortement implanté à Schlieren) pousse toujours plus les travailleurs à donner leur

congé dès qu'ils entrevoient un nouveau travail. La lutte pour la défense de l'emploi et de l'entreprise devient ainsi toujours plus difficile.

La responsabilité de la FTMH et du PS

La FTMH et le PS portent une lourde responsabilité dans cette évolution. Depuis qu'elle a rejoint le "Groupe de planification", la FTMH a accepté la fermeture. Le PS mise pour sa part sur une reprise de l'entreprise par les CFF — mais ne bouge pas le petit doigt dans ce sens. Comme après les élections cantonales, il dira, après les élections nationales, qu'il s'est battu pour maintenir l'emploi mais que les patrons ne l'ont pas suivi... Cette passivité a miné la confiance en soi des travailleurs et pousse à la résignation.

Succès d'une lettre ouverte

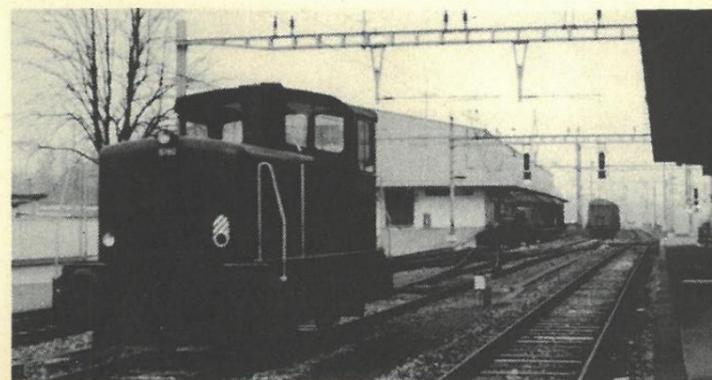
A Schlieren pourtant, la population reste clairement opposée à la fermeture de l'entreprise. A l'appel du Comité "Sauvons la Wagi" — initié par le PSO — plus

de 500 personnes ont signé en un samedi une lettre ouverte au Conseil municipal qui exige la reprise de l'entreprise en entreprise publique.

Cependant, les forces de ce comité sont encore trop limitées pour surmonter le découragement et stimuler une action collective. L'effet de son action se fait surtout sentir dans le Parti socialiste et à Schlieren, au moment où les licenciements dans la métallurgie s'accroissent. Brown-Bovery (BBC)

Baden prévoit aussi des suppressions d'emplois. A Lucerne, la filiale de Schindler, la fonderie d'Emmenbrücke, prévoit une baisse d'effectifs de 15 à 20 o/o (60 emplois). Dans ce contexte, une défaite totale à la "Wagi" de Schlieren serait un coup non seulement pour les travailleurs et travailleuses de l'entreprise, mais plus généralement pour toute la région : elle ouvrirait la voie à une offensive encore plus marquée du patronat.

Werner Koller



Et les wagons ? Ben tiens, comme les travailleurs de la "Wagi" : lâchés !

photo la brèche

Les militaires et politiciens intelligents ne justifient plus le stationnement des nouvelles fusées par l'argument de la prétendue infériorité militaire de l'OTAN. L'expert militaire de la CDU (parti démocrate-chrétien au pouvoir en République fédérale d'Allemagne), Alois Mertes, explique que les *Cruise* et *Pershing II* ne peuvent être justifiés par le fait que l'URSS, avec ses SS 20, aurait remis en cause l'équilibre de la terreur. Selon lui, on devrait laisser de côté toute la discussion sur le nombre de missiles.

LE CRIME DE HELMUT SCHMIDT

Une autre explication commence à faire surface, issue de la panoplie d'arguments utilisés durant la guerre froide dans les années cinquante. Selon celle-ci, l'OTAN aurait depuis toujours été dans la position de l'agressé, car l'URSS est fondamentalement agressive. L'existence seule de l'URSS constitue déjà une menace pour l'OTAN, qui ne pourra être éliminée que par la destruction du système soviétique lui-même. Cette argumentation montre clairement que l'OTAN s'arme pour la guerre.

A l'occasion du sommet économique mondial de 1979 en Guadeloupe, les chefs gouvernementaux d'Europe occidentale, Helmut Schmidt en tête, se sont plaints du fait que le "parapluie atomique" des Etats-Unis en Europe était troué. Après les expériences des défaites américaines en Indochine, de la victoire de mouvements de libération anticolonialistes en Afrique australe et au Nicaragua, ils craignaient une chose. A savoir : que les Etats-Unis ne garantissent plus l'utilisation de l'arme atomique contre l'URSS en cas d'attaque conventionnelle par le Pacte de Varsovie en Europe, cela pour éviter que l'URSS n'envoie des missiles atomiques sur les Etats-Unis eux-mêmes.

Ce fut à cette époque que la "double décision" de l'OTAN fut adoptée, bien avant l'invasion soviétique en Afghanistan.

LA CRÉDIBILITÉ DES ARMES DÉPEND DE LA VOLONTÉ DE LES UTILISER

Le fait décisif qui a conduit à cette double décision fut la compréhension que l'impérialisme US était devenu vulnérable lorsqu'il devait se confronter à un peuple luttant avec détermination pour sa libération. C'est contre cela que les gouvernements occidentaux impérialistes voulaient se protéger — et ce au moyen de nouvelles armes terribles.

Il y a également une raison militaire au développement de ces armes. Depuis 1970, les Etats-Unis basent leur dissuasion nucléaire sur les fusées intercontinentales *Minuteman* qui disposent de charges nucléaires relativement petites mais très précises. Elles doivent permettre de frapper et détruire en une seule offensive les bunkers en béton armé abritant les fusées nucléaires soviétiques. Ce n'est que depuis 1976-1977 que les Soviétiques ont disposé des SS 20 qui constituent une certaine réponse à cette capacité américaine. L'URSS pouvait ainsi également menacer les Etats-Unis de détruire leur potentiel en une seule frappe, avec la restriction importante qu'une telle frappe ne toucherait que les bases atomiques américaines en Europe. De ce fait, les stratèges de l'OTAN commencèrent à dire que "l'équilibre de la terreur" était remis en cause. Alors qu'en réalité, c'est la supériorité qualitative des Etats-Unis qui avait été quelque peu mise en cause, dans le sens d'un pas vers "l'équilibre".

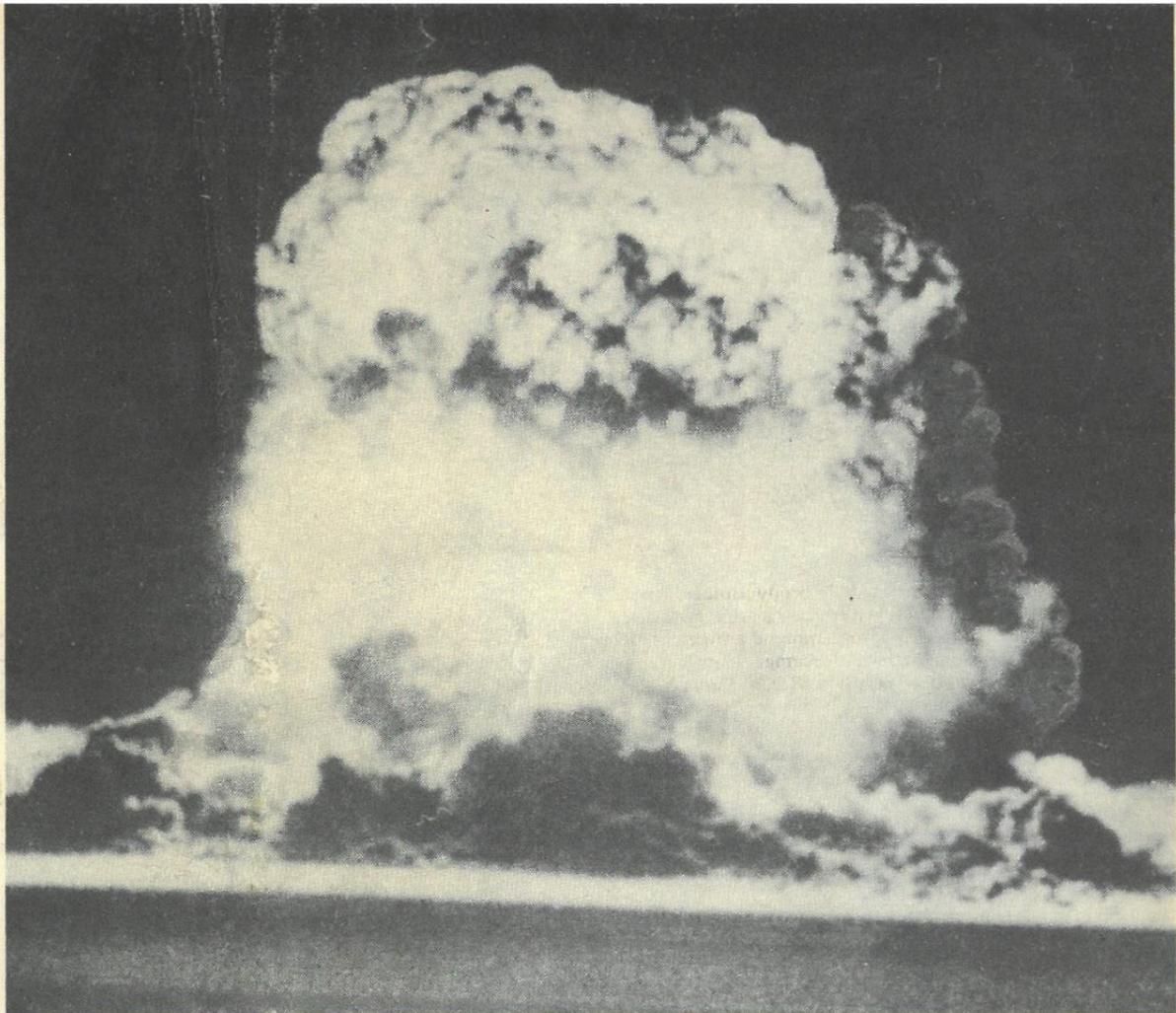
Les stratèges américains sont de l'avis maintenant que la menace nucléaire n'est crédible que s'il existe une volonté d'utiliser l'arme atomique. Les grosses fusées intercontinentales ne sont pas adaptées à une telle stratégie. Leur puissance de destruction est bien trop importante.

De plus, la menace de faire usage des missiles intercontinentaux est peu crédible lorsqu'il s'agit d'empêcher un soutien matériel et militaire — même limité — de l'URSS à un processus de révolution sociale dans les pays du Tiers Monde, comme c'est le cas actuellement en Amérique centrale.

LES GUERRES NUCLÉAIRES DOIVENT POUVOIR ÊTRE "LIMITÉES, POSSIBLES ET GAGNABLES"

Miniaturiser l'arme nucléaire afin de pouvoir régionaliser les guerres nucléaires, de les rendre "limitées, possibles et gagnables", tel est l'objectif politico-militaire du développement et du stationnement des nouveaux missiles de moyenne portée américains *Pershing II* et *Cruise*. Le développement technologique de la fin des années soixante-dix a permis de répondre ainsi aux vœux des politiciens et des stratèges militaires.

Les *Cruise* et *Pershing II* sont des armes dites de "première frappe", dans la mesure où elles permettent d'atteindre l'objectif visé (silo atomique, installations industrielles et militaires, centre de commandement ou de communi-



Menace de guerre :

«LE MONDE ENTIER EST L'AFFAIRE DE L'OTAN»

Le mouvement pour la paix lutte contre l'installation de nouveaux missiles américains en Europe. Cet objectif légitime ne doit toutefois pas cacher le fait que les missiles en question ne représentent que le dixième des nouvelles armes nucléaires que le gouvernement des Etats-Unis veut déployer à l'échelle mondiale dans les prochaines années. Il est probable qu'avant que la mort nucléaire ne vole vers Moscou, elle se soit déjà abattue dans l'un ou l'autre pays du Tiers Monde. Car si l'écrasement militaire de l'Union soviétique reste au centre de la pensée stratégique américaine, elle a pour objectif global le maintien, voire l'extension de l'ensemble de l'ordre impérialiste. En Europe, en Amérique centrale ou ailleurs. C'est cet aspect que présente l'article d'Angela Klein, tiré du bimensuel de nos camarades allemands, Was Tun (no 355, du 9 juin 1983).

LE TIERS MONDE LIVRÉ À L'IMPUISANCE

Les missiles *Cruise* peuvent être équipés indifféremment de charges nucléaires ou conventionnelles. La charge nucléaire portée par le missile a une puissance de 200 kilotonnes, soit quinze fois la bombe de Hiroshima. Ses effets, régionalement limités, permettent des utilisations multiples : contre des centres de commandement en Union soviétique, contre des dépôts d'armes et de munitions dans les pays de l'Est; contre des aéroports, des concentrations de troupes, des casernes, des nœuds routiers et ferroviaires, etc. dans les pays du Tiers Monde. Ces pays sont impuissants face à de telles armes, car ils n'ont absolument aucun moyen de se défendre contre eux.

Les mobilisations pour la paix en Europe n'ont attiré l'attention de l'opinion publique que sur un aspect fort limité du programme d'armement de l'OTAN et du gouvernement des Etats-Unis. C'est à juste titre que les protestations se sont dirigées contre les 464 *Cruise* et les 108 *Pershing II* destinés à l'Europe. Par contre, on passe sous silence le fait que 3 780 missiles *Cruise* seront chargés sur des bombardiers et 3 994 sur des sous-marins nucléaires américains ! A qui ces missiles peuvent-ils bien être destinés ?

tions) et de le détruire avec une précision inférieure à un rayon de 40 à 50 mètres. Leur aspect qualitativement nouveau réside cependant dans le fait que ces armes sont en mesure de déborder les systèmes de défense anti-aérienne soviétiques et de conduire des attaques surprises. La fusée *Pershing II* — très rapide — a une durée de vol exceptionnellement courte (de 5 à 12 minutes au maximum), ce qui rend toute réaction pratiquement impossible. L'Institut de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) écrit : "Il n'y a pas de défense efficace contre cette fusée".

Le missile *Cruise* se caractérise par une trajectoire de vol très basse, d'environ 30 mètres de hauteur, lui permettant de passer en-dessous des radars soviétiques. Dirigé électroniquement, il est en mesure d'éviter des obstacles, son ordinateur de bord contenant des cartes géographiques et topographiques détaillées des régions survolées. Cette nouvelle arme pose, du point de vue militaire, des problèmes de défense anti-aérienne jusqu'à présent insolubles.

Mais les militaires américains planifient déjà le prochain pas : d'ici aux années quatre-vingt-dix, un nouveau bombardier "secret", appelé *Stealth*, capable de transporter des missiles *Cruise* sera développé. Ce bombardier sera recouvert de matériaux absorbant les rayons radar, lui permettant ainsi de traverser sans être repéré les systèmes de défense anti-aérienne.

Contrairement à l'URSS, les Etats-Unis disposent de bases maritimes et aériennes tout autour du globe. C'est l'expression claire et visible d'une politique impérialiste qui a pour devise : "Le monde entier est l'affaire de l'OTAN" (déclaration de l'ancien secrétaire américain aux Affaires étrangères, Alexander Haig).

Des missiles *Cruise* peuvent être lancés de porte-avions, de bateaux et d'avions. Il devient ainsi très facile de menacer des régions entières en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

LA FORCE D'INTERVENTION RAPIDE

En plus du développement et de la production en masse de nouvelles armes atomiques, telles que la fusée *MX* et la fusée sous-marine *Trident*, le programme d'armement de Reagan comprend également le renforcement considérable de la "Force d'intervention rapide" (*Rapid Deployment Force*). Le but déclaré de l'effort d'armement des Etats-Unis c'est : "La capacité renforcée d'exercer notre puissance militaire, également dans des régions très éloignées de nos côtes". Devrait-on alors admettre que cette force d'intervention permettrait de renoncer à l'utilisation d'armes aussi puissantes que sont les missiles *Cruise* ?

Le gouvernement Carter avait déjà, de son temps, précisé le sens de cette démarche dans une directive présidentielle portant le code PD 59. Selon celle-ci, les forces armées américaines ne doivent pas seulement être en mesure de détruire de façon assurée l'Union soviétique. Elles doivent également disposer de la capacité de riposter "(...) de manière flexible et contrôlée contre tous les objectifs imaginables, contre toutes les formes d'agression et à tous les niveaux". Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Caspar Weinberger, a depuis indiqué ce que cela signifie : les Etats-Unis doivent disposer de la possibilité d'ouvrir un deuxième front si une guerre est menée entre grandes puissances sur un premier front.

LA BOMBE À NEUTRONS EST AUSSI DESTINÉE AUX GUERRES "CONTRE-INSURRECTIONNELLES"

Le mouvement européen pour la paix insiste souvent de manière unilatérale sur les conséquences possibles du stationnement des nouveaux missiles en Europe. Mais ces armes seront certainement utilisées contre des guerres de libération dans le Tiers Monde avant d'être utilisées en Europe. La bombe à neutrons donne sur ce point de nouvelles possibilités à l'impérialisme. En effet, elle a un rayon de destruction de 1 à 2 kilomètres. Son effet de destruction est d'abord dirigé contre la vie humaine, détruite par des rayons radioactifs, et non contre les installations fixes, les moyens de production. En effet, la bombe à neutrons comme son nom l'indique, possède des effets de rayonnement radioactif considérablement augmentés, tandis que les effets de souffle et de chaleur ont été diminués en comparaison avec les charges atomiques usuelles.

Qui serait prêt à parier que les Etats-Unis ne seraient pas tentés d'utiliser la bombe à neutrons au Salvador ? Personne. Les deux seuls facteurs qui peuvent constituer un obstacle à cette utilisation de la bombe à neutrons dans le Tiers Monde sont la crainte d'une escalade vers une guerre nucléaire totale, jamais exclue, et la crainte d'une vague de réactions aux Etats-Unis-mêmes. Evidemment, le danger d'escalade nucléaire dans une guerre menée au Salvador, par exemple, serait moins important que pour une guerre se déroulant en Europe !



Soldats de l'OTAN en manoeuvres en Norvège.

LA LOGIQUE DE L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR - LA LOGIQUE DU CHANTAGE

Le développement de la stratégie de l'OTAN en direction de guerres nucléaires limitées régionalement est souvent présenté comme une rupture avec la doctrine de l'OTAN. C'est faux. En réalité, la "nouvelle" stratégie de l'OTAN est un développement logique de la vieille doctrine. Un personnage aussi important que Jonathan Dean, qui fut de 1978 à 1981 ambassadeur extraordinaire des Etats-Unis dans le cadre des négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des troupes en Europe (*MBFR*), constate dans une appréciation critique de la doctrine de l'OTAN : "Le développement et le stationnement des nouvelles armes atomiques constituent une application assez particulière du concept de la dissuasion nucléaire pour la défense de l'Europe".

Les questions posées par Dean sont les suivantes : est-ce que la population d'Europe de l'Ouest est convaincue qu'elle sera ainsi mieux protégée ?

Il faut distinguer, dans le cadre de la stratégie de la dissuasion, deux aspects : son contenu militaire et son but propagandiste. D'un point de vue militaire, la dissuasion restera nécessaire pour l'OTAN et les Etats-Unis pour menacer d'une guerre nucléaire toute mobilisation mettant en cause radicalement le capitalisme. Pour pouvoir exercer cette menace, il faut disposer d'une supériorité militaire écrasante.

La supériorité militaire a toujours été présentée à l'opinion publique mondiale comme un "équilibre de la terreur", comme une stratégie destinée à empêcher une guerre atomique et conventionnelle. Cela ne correspond pas à la réalité. La stratégie militaire de l'OTAN est toujours partie du fait que l'URSS initierait une guerre conventionnelle en Europe occidentale, si elle n'en était pas empêchée par la menace d'une guerre nucléaire. Les nouvelles armes atomiques miniaturisées permettent une nouvelle approche.

"L'AGRESSION SOVIÉTIQUE, LES DEUX GUERRES MONDIALES ET LA CRISE DES MISSILES À CUBA"

Il suffit de très peu de choses - l'affaire du *Boeing* sud-coréen l'a démontré à nouveau - pour qu'un acte soit qualifié "d'agression soviétique" en Occident.

Il n'est pas nécessaire que les chars soviétiques se mettent en marche - cela ne se passera pas à cause précisément de l'infériorité militaire de l'URSS aux niveaux atomique et conventionnel. L'histoire contient suffisamment d'exemples montrant à quel point il est facile, dans un climat international chauffé à blanc par les mass média, de construire un tel "acte d'agression".

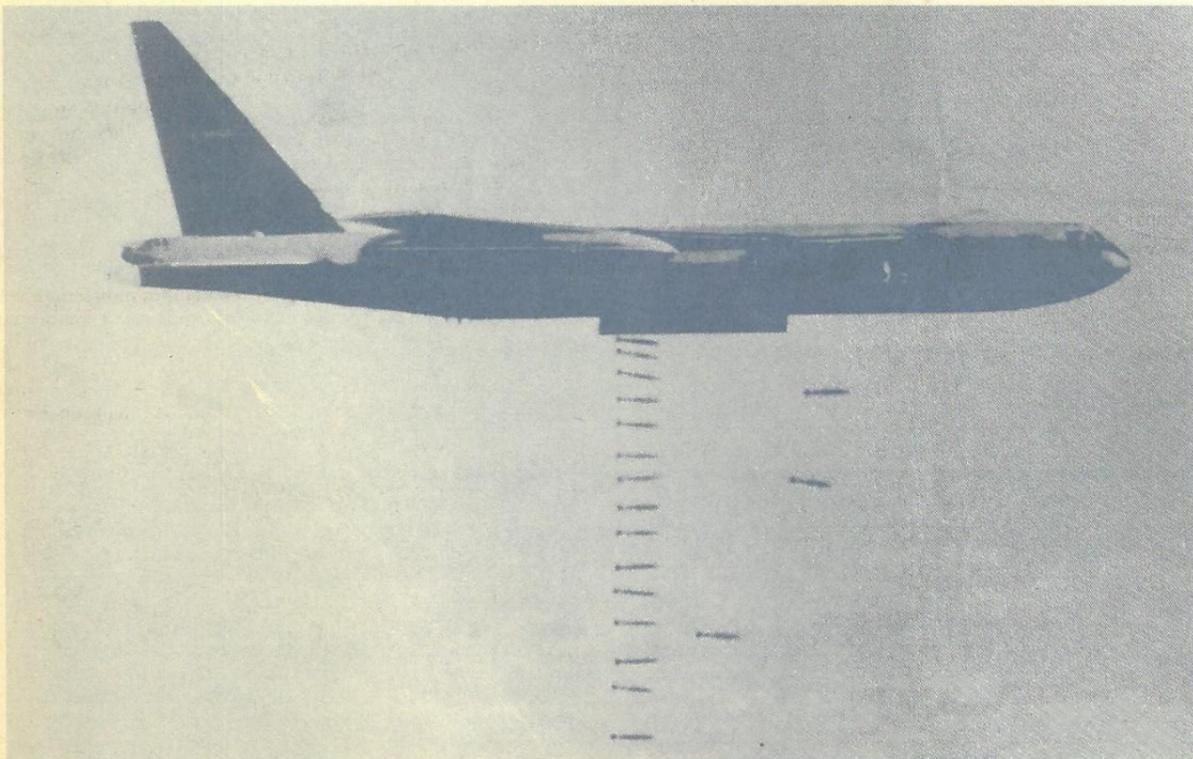
Le déclenchement de la Première Guerre mondiale fut provoqué par un attentat terroriste; la Deuxième Guerre mondiale fut déclarée par l'Allemagne nazie suite à une prétendue "attaque" de troupes polonaises contre un émetteur allemand à Gleiwitz. Durant la crise dite "des missiles" à Cuba en 1961, le président Kennedy a pu rendre plausible - en tout cas dans les médias occidentaux - l'idée qu'une guerre atomique serait une réponse appropriée si l'Union soviétique ne retirait pas ses missiles basés à Cuba. Alors que la bureaucratie soviétique s'était bornée à riposter au stationnement de missiles nucléaires américains *Thor* et *Jupiter* en Italie et à ses frontières en Turquie !

L'ARME NUCLÉAIRE : "USE IT OR LOSE IT" (UTILISEZ-LA OU PERDEZ-LA)

Le scénario de guerre de l'OTAN commence véritablement après un tel "acte d'agression" soviétique : l'OTAN "répond" avec la mise à feu de missiles nucléaires basés sur sol européen et pointés sur des objectifs en Europe de l'Est. Des missiles *Cruise* et *Pershing II* permettent une attaque nucléaire préventive contre les forces soviétiques - attaque qui est également prévue dans les manuels de stratégie occidentaux. Sous la protection du parapluie nucléaire occidental, les chars et l'infanterie occidentaux pourront pénétrer profondément en Europe de l'Est. Cette stratégie de la guerre offensive implique le stationnement de troupes américaines à proximité des frontières de l'Allemagne de l'Est (RDA). Elle a aussi pour conséquence le fait que l'OTAN utilisera en premier l'arme atomique dans des conditions empêchant toute riposte soviétique analogue. Seule déjà la crainte que des armes nucléaires occidentales basées à l'avant puissent être saisies par les forces du Pacte de Varsovie implique que l'on doive les utiliser avant. D'où la devise du commandement central de l'OTAN : "Use it or lose it" : "Utilisez-la ou perdez-la".

Dans ces conditions la dissuasion nucléaire rend certaine une guerre nucléaire en cas d'ouverture des hostilités en Europe. L'URSS, malgré les critiques radicales que l'on peut et doit faire à l'encontre de la bureaucratie qui la dirige, s'en tient pour l'instant à sa doctrine traditionnelle, à savoir que l'arme atomique est une arme politique destinée non à une utilisation mais bien à créer un obstacle à son utilisation. Contrairement à l'OTAN, l'URSS ne défend pas la stratégie d'une guerre nucléaire limitée, ou d'une escalade nucléaire par étapes. Pour les stratèges de la bureaucratie, la guerre nucléaire sera soit totale soit ne sera pas. L'OTAN a, pour sa part, adopté l'idée que la menace nucléaire n'a de sens que si l'on a la volonté d'utiliser la bombe atomique. Dans ce sens, l'OTAN cherche une guerre faisable.

Angela Klein



6e Congrès national du PSO :

UN PARTI RENFORCÉ FACE À LA CRISE

Les 9, 10 et 11 septembre, le Parti socialiste ouvrier (PSO) a tenu son 6e Congrès national à Bâle. Plus de 200 délégués et invités mirent ainsi un terme au débat qui se déroulait dans le parti depuis le mois d'avril. Finalement, le Congrès vota quatre textes, qui précisent la ligne politique et les priorités de notre parti pour les prochaines années. Il s'agit de : 44 thèses sur la situation politique générale et sur l'orientation du parti; de notre ligne pour la défense des travailleurs immigrés en Suisse; de notre politique pour renforcer les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR); et d'un programme de travail, détaillant les futures tâches du parti.

Les thèses sur la situation politique et sur l'orientation du parti partent de l'estimation que nous nous trouvons dans une situation mondiale caractérisée par un équilibre relatif des forces. Malgré certains succès de la bourgeoisie en matière d'austérité, de réarmement et d'interventions militaires; malgré des succès à la Jaruzelski, l'impérialisme et le stalinisme sont encore dans une crise profonde. Les explosions sociales et politiques dans le Tiers Monde, les sombres perspectives de l'économie capitaliste sont des éléments qui montrent les difficultés que connaît l'impérialisme pour surmonter ces crises.

Au niveau international...

Le fait qu'en Pologne, malgré l'interdiction de Solidarność et la répression, un syndicat indépendant

de millions de membres continue à lutter montre que la bureaucratie ne peut plus imposer sa loi comme bon lui semble. Les thèses constatent toutefois qu'il est très difficile au mouvement ouvrier et à ses alliés de contrer aujourd'hui l'offensive lancée par la bourgeoisie. En outre, à l'exception de l'Amérique centrale, les luttes des années soixante-dix n'ont nulle part fait apparaître une direction dont l'orientation aurait la confiance de la majorité des travailleurs et des paysans pauvres et serait capable d'aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme.

Une partie des délégués estimaient en revanche que le mouvement ouvrier était déjà défait et que la bourgeoisie avait surmonté sa crise de direction des années soixante-dix. En conséquence, elle aurait le feu vert pour des attaques

encore plus dures. La majorité des délégués considéra par contre que ce genre de défaite du mouvement ouvrier signifierait que les couches ouvrières qui ont justement mené les grandes luttes de ces dernières années seraient déjà isolées ou reprises en main par les directions ouvrières prêtes à capituler.

Alain Krivine, qui représentait le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale lors de ce Congrès, donna, dans son message de salutation, un exemple précis de l'activité de ces couches : celui de l'opposition croissante à l'intérieur des syndicats contre la politique menée par le gouvernement du Parti socialiste et du Parti communiste en France.

... et national : nous pouvons agir

Les camarades qui considéraient que l'impérialisme avait stabilisé la situation à son profit en concluaient logiquement que dans ce cas, il n'y avait en Suisse que très peu de possibilités de combiner la radicalisation apparue dans certains mouvements (pacifiste, des femmes, de la jeunesse, écologiste, etc.) avec un réveil du mouvement ouvrier dû à la crise.

La difficulté de cette combinaison n'était pas contestée par la

majorité des délégués. Les difficultés du mouvement ouvrier international et la passivité du mouvement ouvrier suisse pèsent. Il n'est donc pas du tout évident pour ceux qui se radicalisent en Suisse, de se tourner vers l'unité des salarié(e)s pour combattre la politique de la bourgeoisie. La recherche de raccourcis, pour vaincre quand même, se termine souvent par l'abandon ou l'adaptation. Ou encore verse dans le pseudo-réalisme des solutions "chèvre-chou" comme un nouvel impôt sur la consommation pour lutter contre le gaspillage de l'énergie ou le travail à temps partiel en lieu et place de la réduction du temps de travail.

Mais dans tous les mouvements larges nous pouvons, en tant que partie active du mouvement ouvrier, jouer un rôle, qui fut souligné par le Congrès. Ainsi il décida de renforcer l'engagement du PSO pour un fort mouvement pour la paix et une solidarité plus large encore avec la révolution centro-américaine. Nous voulons développer l'année prochaine une grande campagne pour la défense des droits des femmes, ce qui, vu l'offensive bourgeoise en matière d'austérité, sera effectivement chose urgente. A cette occasion, nous ne ferons pas que défendre l'initiative pour la protection de la maternité et lutter contre "Oui à la vie"; nous nous engagerons aussi fermement pour l'aboutissement d'une initiative pour le droit à l'avortement.

Le Congrès a aussi décidé que nous poursuivrons la lutte contre la destruction de l'environnement, où nous sommes au premier rang, dans le mouvement actif, depuis l'occupation de Kaiseraugst. En conséquence, le PSO participera aussi à l'initiative pour l'arrêt de la construction des autoroutes.

Des ouvertures dans le mouvement syndical : possibles et nécessaires

Le Congrès a également discuté à fond des expériences et des perspectives des camarades du parti dans les syndicats. De nombreux délégués exprimèrent le fait qu'avec la crise un certain changement était intervenu. Une petite partie des syndicalistes commencent à prêter une oreille plus attentive aux propositions politiques dépassant le cadre de la paix du travail. Toute-

fois, ce n'est que dans quelques cas que cela a permis d'initier une réelle activité, voire même de faire à nouveau des syndicats un pôle d'attraction pour les couches qui aujourd'hui déjà sont actives.

Cela reste toutefois une perspective pour fournir une solide assise aux différents mouvements de résistance, comme en témoignent plusieurs expériences. C'est ce que relatèrent des camarades de la commission féminine du SSP (Syndicat suisse des services publics, ex-VPOD), qui est devenue l'une des forces portantes du mouvement des femmes. Cette commission a non seulement été à l'origine de revendications féministes particulières, mais elle figura aussi parmi les initiateurs de l'évolution qui débouche aujourd'hui sur l'initiative pour les 40 heures de l'Union syndicale suisse.

Les travailleurs immigrés en Suisse

Dans cette perspective, la direction sortante a soumis au Congrès une résolution demandant un effort plus soutenu pour aborder le problème de l'immigration. A l'unanimité, il fut décidé de tout entreprendre, non seulement pour avancer des revendications unissant Suisses et immigrés, mais aussi pour se battre spécialement pour les droits des immigrés.

L'intégration des travailleurs immigrés doit se réaliser dans l'ensemble du mouvement ouvrier — dans notre parti aussi; l'initiative de l'Action nationale et la nouvelle loi sur le droit d'asile devront être combattues par de larges campagnes.

Un congrès de travail

Le Congrès du PSO n'était pas un congrès pré-électoral ni une foire publicitaire. Il n'était pas non plus un congrès où des décisions spectaculaires devaient être prises; on ne peut en effet qualifier ainsi la participation à l'initiative contre les autoroutes, à celle pour les 40 heures et l'engagement pour une nouvelle initiative en faveur du droit à l'avortement. Les initiatives ne deviendront pas le champ d'activité privilégié du PSO. L'enjeu de ce congrès était en fait de stabiliser et de renforcer une politique dont le point de départ est l'activité et la solidarité des salarié(e)s.

Fritz Osterwalder



photo la brèche

Alain Krivine s'exprime au nom du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.



photo la brèche

Montée du racisme :

Pendant quelques jours, la France a eu une nouvelle capitale politique : Dreux, petite ville de la Beauce, où la droite vient de reprendre une nouvelle mairie à la gauche. Car cette reconquête s'appuie sur la montée électorale (17 o/o des voix) d'une formation d'extrême-droite, fascisante et ouvertement raciste, le Front national de Le Pen. Pour qui tout immigré est un immigré de trop.

Comment expliquer ce résultat ? Bien sûr, des circonstances locales ont joué : le choix malheureux du candidat socialiste — un patron ! — dans une ville où règne le chômage; la campagne systématique et habile, depuis plus de quatre ans, du Front national; le fait que Dreux n'ait jamais été une ville avec un mouvement ouvrier solidement implanté; le brevet de respectabilité décerné par la droite au Front national, avec qui elle finit par faire liste commune, etc. Mais sur le fond, cela n'explique rien; car la montée de formations politiques racistes, d'extrême-droite, n'est pas particulière à Dreux. Paris a connu la même chose dans certains quartiers; la Grande-Bretagne a aussi son Front national, sans parler des xénophobes hollandais, suisses ou encore du MSI italien.

Nouvel aver- tissement

Il y a donc un mouvement général qui ne dépend pas d'abord de l'habileté politique des uns ou des autres, ni, du reste, du nombre d'immigrés présents dans ces pays. Françoise Gaspard, ancien maire socialiste de Dreux, qui n'était plus candidate pour cause de militantisme trop fougueux, s'interroge avec raison : "Et si le problème ne vient pas de l'immigration mais de la pauvreté, de la montée en France d'une population de plus en plus pauvre ?" (Libération du 13 septembre 1983). La montée de la pauvreté, cela porte aussi un autre nom : la crise et l'austérité. Voilà ce qui nourrit jour après jour le racisme ordinaire, voilà ce à quoi le mouvement ouvrier ne peut répondre par de simples incantations humanistes ou antifascistes. On ne répond pas au racisme en célébrant tous les trois ou quatre ans l'esprit (saint ?) de la Résistance ou les traditions humanitaires du pays. Battre en brèche la xénophobie, cela exige une présence militante quotidienne, permanente, et des solutions ouvrières face à la crise et à l'austérité. C'est fondamentalement cette double absence qui a pesé lourd à Dreux.

Le salarié français qui vote pour la première fois pour le Front national n'a pas passé définitivement du côté du fascisme. Il vote ainsi parce qu'il croit que la solution du Front — virer les immigrés — est une solution à ses problèmes de salarié. Il le croit d'autant plus que la gauche ne dit pas autre chose dans ses actes, quand, par exemple, le gouvernement ouvre la chasse aux mauvais immigrés (les "clandestins"); quand le Parti communiste envoie un bulldozer raser un foyer d'immigrés; quand elle explique que tout le mal — le chômage, la crise — vient de l'étranger et qu'il faut donc "produire français". Chaque argument nationaliste avancé par le mouvement ouvrier produit ainsi à la longue des intérêts racistes. Enfin, en l'absence de toute mobilisation syndicale indépendante, comment ce salarié-là ne pourrait-il pas penser : "partis de gauche = chômage et impôts nouveaux" ?

En relançant la défense active des intérêts de tous les travailleurs, le mouvement ouvrier peut commencer à répondre au défi de Dreux. Sinon, la porte restera grande ouverte à toutes les divisions (contre les immigrés, mais aussi contre les femmes, les jeunes, etc.). Au seul profit du patronat.

Eric Peter

Nicaragua :



La révolution résiste à l'agression

Cet été, la pression des Etats-Unis sur la révolution nicaraguayenne s'est accentuée, avec d'une part, les manoeuvres conjointes avec le Honduras, auxquelles participent 2 500 soldats yankees et d'autre part, l'intensification des activités contre-révolutionnaires. Face à cette agression, la révolution se mobilise.

Les activités de la contre-révolution

Pour ne citer que quelques exemples, le FDN (Front démocratique nicaraguayen, composé d'ex-somozistes) a tenté en août de prendre d'assaut deux agglomérations au nord de Matagalpa, San Rafael del Norte et Ciudad Sandino. Dans la région de Chontales, deux bandes de "contras" (contre-révolutionnaires) furent démantelées.

Dans le sud, à la frontière du Costa Rica, un commando d'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique du traître Eden Pastora) a sauvagement assassiné le responsable de l'UNAG¹ de la province du Rio San Juan. Au Costa Rica même, dans la ville d'Upala, huit sympathisants de la révolution nicaraguayenne — dont cinq membres du Parti Vanguardia Popular — furent liquidés par l'ARDE².

Le 13 septembre, le ministère de la Défense du Nicaragua faisait état de 101 violations de l'espace aérien du pays par des avions provenant du Honduras et du Costa Rica (les derniers cas étant ceux des attaques aériennes de Managua et Corinto). Il faut y ajouter 33 vols d'avions-espions des USA, pour la période juillet-août 1983.

Le 14 septembre, le commandant Daniel Ortega annonçait le bilan des combats depuis le début de l'année : 1 900 morts — dont 1 081 "contras".

La loi sur le service militaire patriotique

Cette situation d'agression permanente a amené le 19 juillet la Direction nationale du FSLN à faire du slogan "Toutes les armes au peuple pour défendre la Révolution !" la consigne centrale du quatrième anniversaire. Elle a aussi annoncé la mise en discussion d'une loi instaurant le service militaire patriotique. Cette loi a été adoptée par le Conseil d'Etat le 31 août.

représentée au Conseil d'Etat, a été dissoute. Des prêtres coupables de sympathies pour la révolution sont aujourd'hui suspendus de leurs fonctions. Enfin, le 14 août, 15 000 personnes, qui assistaient au vingt-

L'instauration du service militaire patriotique vise à améliorer le système de défense du pays et à pallier les insuffisances du système de volontariat en vigueur jusqu'ici : les départs pour la défense ne répondent pas aux nécessités de la production et vident les organisations de masse (CDS, syndicats, Jeunesse sandiniste) de leurs militants les plus actifs.

Tous les Nicaraguayens de 17 à 50 ans doivent s'inscrire pour être affectés au service militaire actif pour les hommes de 17 à 25 ans, les autres étant affectés à la réserve, ainsi que les femmes de 18 à 40 ans. Ce projet a recueilli l'approbation des organisations de masse qui soutiennent le processus; l'organisation des femmes AMNLAE³ critique cependant la non-incorporation des femmes au service actif⁴.

Cette loi se heurte à l'opposition déterminée de la bourgeoisie, qui lance des campagnes sur le thème "on va vous prendre vos fils". Durant la discussion préliminaire, le Parti social-chrétien a retiré son représentant de la commission chargée de présenter le projet au Conseil d'Etat. Plus concrètement, pour ne pas courir le risque d'être enregistrés sur la liste des futurs appelés, un certain nombre de "chicos plasticos" (fils à papa) ont déjà quitté le pays et les demandes de visa pour les Etats-Unis augmentent...

Une hiérarchie ecclésiastique de "vende-patria"

Suite à l'adoption de la loi sur le service militaire patriotique, la Conférence épiscopale a publié une déclaration qui légitime l'objection de conscience "vu le risque que courent les fidèles d'être soumis à un endoctrinement idéologique". La Conférence épiscopale était beaucoup moins regardante durant toute la dictature somoziste... La hiérarchie catholique se fait de plus en plus clairement, en effet, le porte-parole de la réaction intérieure, suppléant à la débilite organisationnelle des partis bourgeois. Les tentatives de "normalisation" des secteurs religieux progressistes vont bon train depuis l'inspection de Jean-Paul II : par exemple, l'Association du clergé nicaraguayen,

cinquième anniversaire de prêtrise de Mgr Ovando y Bravo, archevêque de Managua, ont ovationné, à la demande du prêtre Bismarck Carballo, l'ambassadeur yankee à Managua. En pleine agression impérialiste, c'est avouer on ne peut plus clairement son camp !

Tomas Borge déclarait au journal *Le Monde* : "C'est vrai, nous avons des problèmes avec lui (Mgr Ovando). Mais ce n'est pas parce qu'il est prêtre, c'est parce qu'il est devenu le chef du parti réactionnaire au Nicaragua"⁵.

Révolution et démocratie politique

Contrairement aux arguments des oiseaux de mauvais augure qui décrivent à longueur de colonnes un pays "totalitaire", "militarisé", le gouvernement nicaraguayen continue le processus d'institutionnalisation de la révolution. Ainsi, le Conseil d'Etat a adopté en août la loi sur les partis politiques; début 1984 devrait s'ouvrir la discussion sur la loi réglant le processus électoral prévu pour 1985. D'autre part, des mesures sociales visant à renforcer la base populaire de la révolution ont été adoptées : l'annulation des dettes paysannes réclamées par l'UNAG et l'adoption d'une convention nationale sur le salaire minimum signée par la Coordination syndicale du Nicaragua et le ministère du Travail.

Solidarité avec la révolution

Tomas Borge déclarait tout récemment : "Nous sommes un petit pays qui a été agressé au nom d'une philosophie extrémiste, quasi messianique, diabolique plutôt, celle de M. Reagan"⁵. Les six mois de manoeuvres nord-américaines annoncent une période dangereuse tant pour la révolution nicaraguayenne que pour la lutte du peuple salvadorien. C'est dire si la solidarité internationale est plus importante que jamais.

Juan Paro

1. UNAG : Union nationale des agriculteurs et éleveurs.

2. Vanguardia Popular : parti communiste du Costa Rica.

3. AMNLAE : Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza.

4. Nos informations ne nous permettent pas de savoir actuellement si le projet de loi a été amendé dans le sens désiré par l'AMNLAE.

5. Cf. *Le Monde*, 16 septembre 1983.

Israël dans les territoires occupés :

ANNEXIONS, GHETTOS ET TERRORISME



Manifestation pro-palestinienne dans les territoires occupés, lors des funérailles d'un Palestinien abattu par les forces d'occupation.

Depuis plus de quinze ans, un million et demi de Palestiniens vivent dans les territoires occupés (Cisjordanie, bande de Gaza) sous la botte de l'armée israélienne et de la colonisation sioniste. Après celle du Golan, l'annexion du Liban prépare le même avenir au Nord. Menahem Begin, dont le rêve a toujours été le "Grand Israël", revendiqué par le mouvement sioniste depuis les années vingt, quitte la scène politique fier de ses conquêtes. Mais, dans ces zones occupées comme jadis lors de la conquête de la Palestine, l'armée sioniste se comporte comme toutes les armées coloniales. Et cela est en train de diviser profondément la société israélienne.

La tenue de la Conférence sur la Palestine à Genève a donné lieu à de nombreuses protestations des milieux sionistes. Une scandaleuse brochure, diffusée gratuitement, dénonce le "terrorisme palestinien" en se taisant évidemment sur la terreur systématique imposée par Israël au peuple palestinien depuis la dernière guerre mondiale. Même la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA), présidée par le socialiste Claude Ketterer, y est allée de son couplet sur "l'antisémitisme" dont feraient preuve tous ceux qui dénoncent la colonisation juive et défendent les droits

du peuple palestinien.

L'annexion des terres

La réalité de la colonisation dans les territoires occupés depuis 1967 parle cependant d'elle-même. Selon l'avocat palestinien Jonathan Kuttab, membre de la Commission internationale des juristes¹, pratiquement aucune terre n'était occupée par des Juifs en Cisjordanie en 1967. Aujourd'hui, entre 35 o/o et 65 o/o des terres (les registres fonciers ne sont plus accessibles au public !) ont été accaparées par Israël et les colons juifs.

Plusieurs méthodes ont été déve-

loppées, sous l'égide du pouvoir militaire israélien, pour s'approprier ces terres :

* Les propriétés foncières du gouvernement jordanien ont été placées sous contrôle de l'armée et de l'Etat israéliens.

* Un "conservateur des biens", israélien, a été nommé avec pouvoir de reprendre les terres des propriétaires absents (souvent chassés par la guerre) et de contrôler toutes les transactions foncières.

* Les terres communes des villages (pâturages, terres cultivées en commun) ont été décrétées "terres publiques" et soustraites aux paysans, au profit du gouvernement ou de la colonisation.

* Israël refuse de considérer le système complexe des registres d'impôts, actes de vente ou témoignages qui établissaient la propriété des terres, ce qui lui permet d'en confisquer de nouvelles.

* Enfin, les colonies juives ont été déclarées "d'utilité publique" — et donc légitimes — tout comme la confiscation de terres à des fins militaires, dont une grande partie est ensuite directement remise aux

colons juifs.

Un ghetto pour les Palestiniens

C'est ainsi qu'environ 30 000 Israéliens ont été installés au milieu de 1,5 million de Palestiniens. L'armée israélienne y impose une politique brutale de répression et d'isolement des Palestiniens qui n'a guère à envier aux méthodes des ghettos ou de l'apartheid.

Le couvre-feu est décrété pour le moindre prétexte. "En deux ans, quelque cent quatre-vingts jours de couvre-feu ont été imposés, selon un calcul approximatif, dans les différentes agglomérations de Cisjordanie et de Gaza."² Les soldats israéliens, qui tirent sur les manifestants, sont systématiquement blanchis par les enquêtes militaires. Par contre, le moindre signe de mécontentement ou d'opposition est durement réprimé chez les Palestiniens. Neuf étudiants de l'Université de Bir-Zeit ont écopé de 18 mois de prison pour avoir participé à une manifestation. Les enfants qui jettent des pierres contre les véhicules de l'armée sont punis d'amendes de l'ordre de 4 000 francs suisses. "J'ai ordonné que l'on s'en prenne aux parents pour qu'ils punissent les enfants", ajoute le général Eytan, autorisant l'emprisonnement des parents si l'amende n'est pas payée.

Les camps de réfugiés, considérés comme "foyers de subversion", sont entourés de barrières militaires et de barbelés. Et l'on commence à parler de les fermer pour "réinstaller" les réfugiés. Après les ghettos, la déportation ! Même l'Office de secours de l'ONU pour les réfugiés (UNRWA) s'y oppose car ce plan vise à "liquider leur cause".

Apartheid et terrorisme

Cet arsenal répressif est complété par la loi. "C'est un véritable régime d'apartheid qui est mis en place dans les territoires", souligne A. Kapeliouk. Alors que les colons juifs sont soumis à la loi civile israélienne, et jouissent de tous les droits, les Palestiniens sont soumis à la loi militaire qui, selon l'expression du journaliste israélien Zvi Barel (Haaretz, 3 août 1983) permet "de transformer toute injustice en acte légal". Shimon Itzhak, de la colonie juive de Kiryat-Arba au-dessus d'Hebron, a pu affirmer ouvertement au même journal (5 août 1983) à propos des attentats com-

mis contre les maires palestiniens en Cisjordanie : "Je considère comme un compliment qu'on me désigne comme l'un de ceux qui ont perpétré ces attentats". Il n'a pas à se gêner, il ne sera pas poursuivi !

Les colonies juives deviennent ainsi un foyer permanent de terrorisme contre les Palestiniens. Un colon de Kiryat-Arba explique : "Nous nous occupons de la dispersion des manifestations, des actes de représailles contre les habitants palestiniens et de la destruction des voitures pour faire sortir l'armée de son apathie et pour que ses chefs comprennent que nous tiendrons les rênes s'ils ne le font pas". Evidemment, les auteurs de ces actes de terrorisme restent en liberté ! En revanche, une campagne est en cours actuellement — menée par le Bloc de la Foi (groupe politico-religieux d'extrême-droite) — pour faire expulser des territoires occupés les jeunes manifestants qui lancent des pierres sur des véhicules militaires.

Les retombées de la guerre du Liban

L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza vise donc ouvertement à expulser, une nouvelle fois, les Palestiniens de leurs terres, si possible au-delà du Jourdain.

Mais la guerre du Liban, qui ouvre de nouveaux territoires à cette colonisation, risque de marquer un tournant dans l'édifice sioniste. Pour la première fois, une opposition de masse se dessine, en Israël, contre la guerre coloniale. Le mouvement "La paix maintenant" en est l'expression la plus large. Mais un courant — encore minoritaire — cherche, au-delà, à mobiliser l'opinion israélienne contre les exactions commises par Israël dans les territoires occupés, en solidarité avec le peuple palestinien.

Cette solidarité, si elle parvient à se développer, fera bien plus que toutes les conférences internationales pour arrêter le colonialisme sioniste.

Michel Thévenaz,
14 septembre 1983

notes ... notes

Grande-Bretagne : Chasse aux sorcières

British Leyland, entreprise nationalisée, vient de licencier treize travailleurs et travailleuses en raison de leurs sympathies marxistes. Au-delà du prétexte choisi (le fait que, candidats à l'embauche, ils n'aient pas mentionné tous leurs diplômes, pratique courante en Grande-Bretagne, vu le taux de chômage), il s'agit d'une tentative ouverte d'interdiction professionnelle. La direction de British Leyland est du reste coutumière de ce genre de licenciements. La campagne de presse déclenchée contre les "taupes marxistes" montre bien de quoi il en retourne. Comme le souligne David Buckle, secrétaire régional du TGWU (syndicat des transports) : "Ces treize travailleurs sont soumis à un procès par la presse avant même d'être jugés au tribunal. C'est une campagne des médias et du patronat pour créer un climat maccarthyste contre le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne et, au sein des entreprises, pour dissuader les ouvriers de se présenter aux élections de shop steward (délégués d'atelier, réd.)."

Une bonne partie du mouvement ouvrier britannique (dans les syndicats et le Labour Party) semble l'avoir compris et entame une campagne de défense des treize licenciés, sur laquelle nous reviendrons.

Pérou : Hugo Blanco, député suspendu !

Notre camarade, Hugo Blanco, député et dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), s'est vu retirer son mandat de parlementaire, pour avoir dénoncé les exactions de l'armée dans sa lutte contre la guérilla de "Sentier lumineux" (Sendero Luminoso). Exactions confirmées aujourd'hui par Amnesty International, qui détaille 138 cas d'arrestation, de torture et d'exécution sommaire par des unités de l'armée. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'appel à l'opinion publique mondiale lancé par Hugo Blanco :

"Le 29 août, j'ai été suspendu de mes fonctions de député pour avoir accusé à la tribune du Parlement le général Clemente Noel, chef militaire de la région d'Ayacucho, d'assassinat. (...)

"La forme prise par le vote de cette suspension est illégale, d'après le règlement même du Parlement péruvien. (...)

"Sur le fond, je maintiens mes accusations d'assassinat et de génocide. Je cite des listes de noms de paysans exécutés et de villages bombardés sur les ordres du général Noel. Et je ne suis pas le premier à les rendre publiques. Déjà, le juge de la province d'Ayacucho a demandé l'inculpation du général Noel, au début de cette année. Déjà le vice-prési-

dent de la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés a déposé une demande analogue à la fin juin. Ces plaintes n'ont pu aboutir à une enquête judiciaire, du seul fait que le général est couvert par ses fonctions militaires, et les journalistes n'ont plus accès à la zone des opérations.

"La négation des libertés démocratiques les plus élémentaires, que constitue ma suspension, s'inscrit dans une escalade 'golpiste' de la droite, marquée par une campagne de dénonciation contre Amnesty International, par une restriction des garanties démocratiques pour la prochaine campagne électorale, par un harcèlement systématique contre mon parti, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) : attaque de ses locaux il y a quelques semaines, agression contre l'un de ses élus, arrestation et torture d'un de ses responsables syndicaux.

"L'expérience nous a appris que devant ce genre d'escalade de la droite, toute reculade ne sert qu'à renforcer son arrogance. Il faut défendre pied à pied, sans céder aux menaces et au chantage, chacune des conquêtes démocratiques des masses.

"C'est pourquoi, une nouvelle fois, j'alerte l'opinion publique et j'appelle à protester contre une violation flagrante des libertés parlementaires par une assemblée censée les défendre. Lima, 31 août 83, Hugo Blanco Galdos"

L'industrie pharmaceutique suisse dans le Tiers Monde :

Gaspillage et profits

"Si nous comparons la pathologie des pays (du Tiers Monde) et leurs besoins en médicaments avec la gamme des produits mis sur le marché par les entreprises suisses (...) les points communs ne sont que fort peu nombreux : sur les 400 médicaments que les firmes helvétiques commercialisent à travers le monde, une trentaine fait partie de la sélection des médicaments essentiels de l'OMS. Pourtant leurs médicaments se vendent et se vendent même très bien dans tous les pays en développement, grâce à une arme psychologique fort bien utilisée par les entreprises : la publicité.



La chimie suisse ("Quimica suiza") à Lima, au Pérou.

photo la brèche

Il s'agit d'une publicité très difficile à combattre car elle cache son but ultime qui est de vendre plus, derrière une scientificité, dont l'honnêteté n'est pas toujours irréprochable. (...) Or ces médicaments sont chers et sont souvent hors de prix pour les malades auxquels ils s'adressent. Les effets combinés de tous ces facteurs (reflet des exigences de rentabilité dictées par l'économie de marché) font que, dans les pays en développement, manquent des médicaments efficaces en quantité suffisante et à des coûts raisonnables, alors qu'abondent des médicaments trop 'modernes', trop chers, inégalement distribués, mal prescrits et souvent mal utilisés par ceux qui peuvent les payer." (pp. 179-180)

En analysant les rapports entre l'industrie pharmaceutique et le Tiers Monde, c'est une tranche de vie de l'impérialisme suisse que nous livre Pascale Brudon¹. Essor au XIXe siècle, rapide implantation dans le Tiers Monde, situation de monopole, diversification des investissements, à quoi il faut ajouter — ce qui a échappé à l'auteur — fusion précoce et importante avec le capital bancaire (dès 1884 pour la Société de Banque Suisse et Ciba-Geigy).

S'appuyant sur d'abondantes références à une littérature scientifique peu accessible aux non spécialistes et sur un travail d'enquêtes personnelles, Pascale Brudon dissèque la politique des trusts helvétiques (centralisation de la recherche et secrets de production les mettant hors d'atteinte des nationalisations), ses effets délétères sur les économies dépendantes, et, au bout du compte, les pratiques financières et commerciales destinées à retirer du Tiers Monde les profits accumulés.

Médicaments et automédication

L'industrie pharmaceutique est avant tout intéressée par les mar-

chés des pays impérialistes : "Il semble évident que, pour les entreprises pharmaceutiques suisses, il vaut mieux mettre sa science au service de 769 millions de personnes qui disposent d'un revenu supérieur ou égal à 6 500 dollars par an (soit environ 13 700 francs suisses, réd.) qu'au service de 2 milliards de personnes dont le revenu moyen se situe aux environs de 500 dollars (soit environ 1 055 francs suisses)" (p. 110).

Dans les pays du Tiers Monde les 10 à 15 o/o les plus riches disposent d'un service sanitaire analogue à ceux des pays impérialistes. Leurs besoins sont également proches de ceux des pays impérialistes. Les revenus inférieurs, dans les villes, n'ont en revanche d'autre alternative que de reproduire misérablement les mêmes schémas de consommation, même s'ils ne dépendent pas aux besoins réels : "Le médicament est devenu presque le seul remède de tous les groupes sociaux urbains face à la maladie : plus de 90 o/o des familles citadines y ont recours quels que soient leurs revenus; les herbes et autres recettes domestiques ne sont presque plus utilisées" (p. 117).

Les carences du système sanitaire (insuffisance de médecins) ou l'impossibilité de consulter pour des raisons financières tendent à développer l'automédication : "Cette automédication explique, en partie, la prospérité du marché pharmaceutique mexicain : en 1960 il atteignait 144 millions de dollars (prix laboratoires); en 1970, 432 millions de dollars; en 1977, 610 millions de dollars et en 1980, 1 milliard de dollars" (p. 116).

Or, comme avec le lait Nestlé pour enfants, la consommation incohérente de médicaments aggrave les problèmes sanitaires plutôt qu'elle n'aide à les résoudre.

Médicaments pour tous en l'an 2000 ?

Dans l'état actuel des choses les

médicaments constituent donc un problème majeur pour la santé dans le Tiers Monde. Leur carence est le cauchemar de tous ceux qui s'occupent de la santé du Tiers Monde. P. Brudon a raison d'insister sur la nécessité de produire massivement des médicaments qui y sont essentiels à bas prix. Il faut cependant préciser deux choses.

a) Cela ne résoudrait pas le problème de leur distribution. L'inégalité d'accès aux soins est le reflet de la distribution très inégale des revenus au Mexique² comme dans tout le Tiers Monde. Sans modifier la structure en "chapeau pointu" des revenus et le système de distribution sanctionné par le marché, il est impossible de résoudre les problèmes sanitaires des travailleurs et des paysans pauvres de ces régions. En ce sens il manque malheureusement dans les conclusions du livre une confrontation de la situation du Mexique à celle de Cuba, qui a affronté radicalement le problème de la dépendance et a développé un système sanitaire dont l'efficacité est indiscutablement supérieure à celle des autres pays latino-américains.

b) L'importance sociale du médicament est surestimée en raison du sous-développement de l'hygiène publique et de l'absence de réelle médecine préventive (là aussi il aurait fallu comparer avec l'exemple cubain).

Le livre de Pascale Brudon nous fournit une masse d'informations utiles — sans équivalent en français — qui viennent s'ajouter au lourd contentieux des "gaspillages et profits" de l'impérialisme suisse.

A. Milani, 10 septembre 1983

1. Pascale Brudon, *Médicaments pour tous en l'an 2000 ? Les multinationales suisses face au tiers monde : l'exemple du Mexique*, Editions d'en bas, 1983, 208 pages, Fr. 24,80.

2. On peut compléter l'étude du système sanitaire mexicain par le travail suivant, non cité dans l'ouvrage de P. Brudon : Eduardo Menendez, *Poder, estratificación y salud* (Análisis de las condiciones sociales e económicas de la enfermedad en Yucatan), Ed. de la Casa Chata, Hidalgo y Matamoras, Tlalpan, Mexico DF, 1981 (588 pages); et les études marxistes du système politique et social mexicain : Alfonso Aguilar Mora y Fernando Carmona, *México : riqueza y miseria*, Editorial Nuestro Tiempo, Mexico DF, 1975, et Pablo Gonzalés Casanova, *La Democracia en México*, Serie popular Era, Mexico DF, 1975 (traduit en français chez Anthropos).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et VAUD
Grande salle d'EPALINGES
ve 30 sept., sa 1er oct., de 18h. à 24h. : *Troisième Festival de la culture chilienne*.
ve 30, 19h. : *Lettre du Chili*, film chilien; *Araucaria*, danse; *Marta Contreras*, chanteuse-poète; *Groupe Alameda*, ils chantent le Chili et l'Amérique latine. sa 1er oct., 19h. : *Chili 70-73*, film sur le gouvernement de Salvador Allende; *Mapuchal*, danseurs et chanteurs chiliens; *Andrés Tapia*, auteur-compositeur; *Inti-Ilumani*, musique folklorique et populaire. Le peintre chilien *Victor Tapia* exposera ses œuvres durant le festival. Entrée : vendredi : Fr. 12.-; samedi : Fr. 15.-; les deux jours : Fr. 20.-. Location : Cavalli 021 / 22 52 51. Artisanat, disques, buffet. Bus no 5. Org. : Commission culturelle Mission Chili Vaud.

Casino de Montbenon, Salle Paderewski
lu 26 sept., 20h.30 : *François Lindemann / Sebastian Santa Maria*, piano-duo jazz, avec *Patrice Caratini*, bass, *Antoine Auberson*, saxes, *Alvin Queen*, drums. Fr. 18.-. Loc. : Ex-Libris et Casino 021 / 43 85 94.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
sa 1er, 20h.30, lu 3, 18h.30, ma 4 oct., 15h. : *Terre en transe*, de Glauber Rocha, Brésil, 1967.

Musée des Arts décoratifs, 4, av. Villamont
jusqu'au di 13 nov. : exposition *Henri Cartier-Bresson, Un demi-siècle de photographie*.

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
ve 30 sept., sa 1er oct., 20h.30 : *La Mort de Mario Ricci*, de Claude Goretta (Suisse, 1983).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
à 20h.30. ma 27, me 28 sept. : *Le juge et son bourreau*, de Maximilien Schell (Suisse, 1982).
ve 30 sept., sa 1er oct. : *Max Hauffer "Der Stumme"*, de Richard Dindo (Suisse, 1983).

L'Echandole, Château d'YVERDON
ma 27, je 29 sept., 20h.30 : *Dance Art Ensemble*, de Zurich, 5 scènes pleines d'humour sur le thème de la femme. Fr. 12.-; ét., appr. Fr. 8.-. ma 4, me 5, je 6 oct., 20h.30 : *François Sylvant, "J'veux plus de crème dans les mille-feuilles"*, One Man Show
Loc. : 024 / 21 47 74.

NYON
du sa 8 au sa 15 oct. : *Festival de cinéma de Nyon*, films documentaires et films d'enquête.

GENÈVE

La Traverse, du ma 4 au di 9 oct., 21h. (le 9 à 17h.) : "égrégores" présente *Libellule déprimée*. Dans le cadre du 7e Festival du Bois de la Bâtie, divers spectacles en ville dans différentes salles. Rens. : permanence du COF, à l'entrée du Parc des Bastions, 022 / 32 33 16 (de 10h. à 19h.).
Cour des Miracles, me 28, je 29 sept., 21h. : *L'île*, d'Arthol Fugard, par le Théâtre Ateneum de Varsovie.

Kiosque des Bastions, du me 28 sept. au sa 1er oct., 21h. : *cinéma*, dont me 28 : *Max Hauffer, der Stumme*, de Richard Dindo; ve 30 : *La nuit du Fusecki*, de Leo Kaneman.

Maison du quartier de la Jonction, du me 28 sept. au sa 1er oct., 21h. : *Philippe Cohen*, mime dans "Le dernier film".

La Traverse, à 21h. : je 29 sept. : *Yvette Théraulaz*; ve 30 : *Moreno Macchi*; sa 1er oct. : *Sarcloret*.
Au Bouffon, au Sud des Alpes, au Palladium, il y a de la musique (toutes sortes).
Pour *Ingrid Caven*, c'est déjà complet.

Et regardez p. 2, le sa 1er oct. vous attend la fête du PSO à Yverdon. Annie Mévius

Lorsque le tandem Begin-Sharon lance l'"opération Galilée", l'invasion du Liban, en juin 1982, il poursuit certes un objectif immédiat qui est de briser définitivement la Résistance palestinienne. Pour réaliser enfin le vieux rêve sioniste, exprimé par Moshe Dayan : "Il n'y a plus de Palestine. Fini. J'aurais dû dire 'I am sorry', mais je ne le regrette pas" (Time, 30 juillet 1973).

L'opération Galilée

Au-delà, cependant, le gouvernement israélien cherche à mettre au pas toute la région, à imposer militairement la "pax hebraica" aux peuples arabes.

Lors de sa visite aux Etats-Unis, avant l'invasion, le général Sharon avait présenté à ses interlocuteurs américains une carte montrant "un Liban chrétien, une Cisjordanie israélienne et une Jordanie palestinienne" (Time, 14 juin 1982). Ce remodelage de la région supposait une supériorité militaire absolue d'Israël — donc l'écrasement total de la Résistance palestinienne et la défaite de la Syrie. L'opération Galilée n'obtiendra ni l'un ni l'autre : l'armée israélienne (Tsahal) n'arrivera jamais à contrôler complètement le Sud-Liban et une crise profonde s'ouvrira en Israël-même. Par contre, un des objectifs libanais de Tsahal sera atteint : l'aile dure du camp maronite (chrétien), celle des Phalanges de Béchir Gemayel (devenues aujourd'hui Forces libanaises), va obtenir le pouvoir légal. Israël semble avoir ici gagné, même après l'assassinat de Béchir Gemayel et son remplacement par son frère Amine à la présidence de la République. Le "Liban chrétien" de Sharon devenait réalité. Sauf qu'il n'y avait plus de Liban. Non seulement à cause de la présence de forces armées étrangères; non seulement parce qu'Amine Gemayel ne contrôle qu'un territoire grand comme un mouchoir de poche; non seulement parce que l'armée libanaise n'est rien sans le soutien occidental et le renfort des milices chrétiennes. Mais plus fondamentalement parce que tous les équilibres politiques, sociaux et régionaux nécessaires à l'existence de l'Etat libanais ont été rompus.

Le Liban, construction coloniale

Le Liban actuel naît, à la fin de la Première Guerre mondiale, du partage de l'Empire ottoman. En 1920, la France, puissance coloniale, adjoint au Liban central les régions du Nord et du Sud-Liban, ainsi que la plaine de la Beeka, à la frontière syrienne. L'Etat ainsi créé était pour le moins de constitution fragile. Aux deux communautés du Liban central, les chrétiens maronites et les musulmans druzes, viennent en effet s'ajouter musulmans chiites et sunnites, ainsi que d'autres groupes religieux (Grecs orthodoxes, par exemple). Cette mosaïque confessionnelle et politique — la communauté religieuse sert en effet de dénominateur commun aux différents clans et aux diverses féodalités — ne s'unifiera vraiment jamais. La France, pour consolider cet édifice branlant, va rapidement s'appuyer sur les commerçants, financiers et banquiers chrétiens maronites et sur les féodaux musulmans chiites du Sud de la Beeka, tout en réservant quelques prébendes aux notables sunnites de Tripoli, Saïda ou Beyrouth.

Liban :

VERS LA PARTITION ?

Une nouvelle fois, le canon tonne à Beyrouth; une nouvelle fois, la population libanaise civile compte ses morts et contemple les décombres; dans le Liban central (le Chouf), la guerre fait rage entre communautés chrétienne (maronite) et musulmane (druze); sous l'impulsion américaine, la Force d'intervention soutient de plus en plus ouvertement le camp chrétien, celui du président Amine Gemayel et des Forces libanaises fascistes. La Syrie tente de profiter de la situation pour renforcer sa présence dans la plaine de la Beeka et obtenir le statut d'interlocutrice arabe privilégiée dans le conflit israélo-arabe, ce qui du coup réintroduirait l'Union soviétique dans le jeu militaro-diplomatique régional. Entre l'occupation israélienne au Sud, l'occupation syrienne dans la Beeka, la partition de Beyrouth (à l'Ouest les chrétiens, à l'Est ce qu'il reste des communautés palestinienne et musulmanes), la présence palestinienne au Nord et dans la Beeka, sans oublier la Force multinationale d'interposition (d'intervention serait plus correct), le Liban a, de fait, cessé d'exister. Il n'est plus qu'un pion stratégique dans le conflit qui embrase la région.

Le Pacte national de 1943

A l'Indépendance, les bourgeois chrétiens et musulmans, les notables et les féodaux des communautés se répartissent le gâteau de l'Etat. La position dominante des maronites est reconnue : la présidence de la République et le commandement de l'Armée leur reviennent de droit. Les notables musulmans reçoivent la présidence de la Chambre des députés (pour les chiites) et la présidence du Conseil (le gouvernement, pour les sunnites). Cet accord non écrit, appelé "Pacte national", tenait bien plus du marchandage de privilèges que de la conquête de l'indépendance ou d'une quelconque "volonté nationale". Comme l'écrit le Monde Diplomatique, cet arrangement "livrait (...) l'Etat libanais à un club de féodaux et de notabilités, plus soucieux de leurs clientèles régionales et des appuis extérieurs — ceux des autres pays arabes pour la classe politique musulmane, ceux des puissances occidentales pour la classe politique chrétienne — que de la saine gestion d'un Etat ayant à intégrer des régions et des communautés religieuses diverses." (Le Monde Diplomatique, "Les limites d'un Etat fort", septembre 1982).

Dès sa naissance, le Liban "indépendant", par la volonté de ses classes et couches dirigeantes, place son existence entre les mains des puissances régionales. De la stabilité de la région, dépend la stabilité du Liban; chaque crise régionale se répercute ainsi sur le pays.

Tout se vend, tout s'achète, même la souveraineté

Pour la bourgeoisie — essentiellement maronite — libanaise, qui se plonge avec délice dans tous les trafics, dont les banques jouiront du flux de capitaux des pays pétroliers arabes, seules comptent les affaires. C'est ainsi qu'au beau milieu de la sanglante guerre civile de 1975-1976 — qui causa la mort

d'un Libanais sur deux cents — l'Association des Banques du Liban écrivait tranquillement : "Depuis le début des événements le marché des changes est resté relativement équilibré (...) les réserves monétaires libanaises en or et en devises sont demeurées inchangées à leur niveau relativement très élevé. Ces réserves dépassent (si l'or est évalué au cours du marché) trois fois la circulation fiduciaire en Livres libanaises" (cf. Inprecor no 38, du 20 novembre 1975).

Rompus à tous les trafics, capables de passer des alliances avec tout le monde, corrompus et corrupteurs, les financiers de Beyrouth et les notables communautaires semblaient persuadés de pouvoir maintenir indéfiniment leur jeu d'équilibre, même au coût



Combattants du groupe chiite "Amal".

de milliers de morts. Et quitte à faire appel, lorsque la crise s'approfondissait trop, à l'un ou l'autre des protecteurs (américain en 1958, syrien en 1976 par exemple) pour remettre de l'ordre.

Vers l'explosion

Pourtant, les matières explosives ne cessent de s'accumuler. A l'intérieur du pays d'abord : au luxe et à la richesse fantastiques de quelques-uns fait face l'appauvrissement d'une bonne partie de la population — surtout chiite — qui formera, avec les réfugiés palestiniens, les bidonvilles de Beyrouth-Est, ce que l'on appellera "la ceinture de misère". Le développement de la place financière, du tourisme et du secteur des services entraîne aussi l'apparition d'une petite-bourgeoisie maronite, qui réclame sa part du gâteau et fournira la base populaire des troupes de choc du clan Gemayel. Le développement démographique vient aussi remettre en cause les bases de la politique du "Pacte national" de 1943 : les maronites deviennent clairement minoritaires. Et les Druzes — exclus de ce pacte — font valoir leurs prétentions. Le coup de boutoir qui fera s'écrouler définitivement le fragile château de cartes de l'Etat libanais viendra toutefois de l'extérieur. Plus précisément du développement du sionisme, de sa politique de conquête. Les plus avisés des politiciens libanais avaient compris relativement tôt le danger que représentait l'Etat sioniste.

Le détonateur sioniste

Ainsi, Michel Chiha, éditorialiste au journal Le Jour, représentant politique de la bourgeoisie maronite écrivait en décembre 1952 : "Un Etat juif qui voudrait s'agrandir tous les dix ou vingt ans et qui ferait vivre ses voisins dans cette obsession est intolérable. Le malheur est que l'Etat juif a été créé pour s'agrandir indéfiniment (...)" (Michel Chiha, Palestine, Beyrouth 1967, cité par Le Monde



Les "Marines" à Beyrouth.

Diplomatique, septembre 1982). Cette clairvoyance ne servira à rien, car la dynamique du sionisme est bien plus forte que tous les éditoriaux.

Dès le développement de l'Etat d'Israël, les réfugiés palestiniens arrivent au Liban. C'est toutefois la guerre des Six-Jours (1967) et la défaite de la Résistance palestinienne en Jordanie (1970) qui entraîneront un afflux massif. Le Sud-Liban devient alors le bastion de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), le "Fatahland". Vu les tensions sociales et communautaires centrifuges qui travaillent l'Etat libanais — mentionnées ci-dessus — la présence de l'OLP est dangereuse pour les classes dirigeantes libanaises. Véritable Etat sans territoire, possédant sa propre armée, symbole du nationalisme arabe et de la lutte anti-impérialiste, la Résistance palestinienne risque de catalyser un vaste mouvement de contestation sociale et politique de tout le système de domination libanais. Il faut donc la mettre au pas, même au prix d'une guerre civile, qui se déclenche en 1975.

La Résistance palestinienne sera effectivement bridée, mais uniquement grâce à l'intervention syrienne — qui placera l'un de ses pions, le président Sarkis, à la tête de l'Etat — alors que les Phalanges chrétiennes, soutenues par la CIA, établissent leur hégémonie sur le camp maronite. Ce déplacement des forces rend caduc le Pacte national de 1943 et fait de l'Etat libanais une fiction. Mais surtout il ouvre toute grande la porte à la "solution" de Sharon et Begin. Les Phalanges ont le pouvoir à portée de main, la Résistance palestinienne est affaiblie, son allié de hier, la Syrie, s'est retournée contre elle : bref, les conditions libanaises de l'opération Galilée se mettent en place.

L'Etat libanais ne s'est jamais remis de la crise de 1975-1976; les banquiers de Beyrouth, si. Quant aux masses libanaises, qui donc s'en préoccupe dans ce nouveau champ de bataille de l'impérialisme ?

Eric Peter